SOMMAIRE

PRÉSIDENTE DE M. LAURENT FABIUS

1. **Déclaration de l'urgence d'un projet de loi** (p. 2).
2. **Décisions du Conseil constitutionnel** (p. 2).
3. **Loi de finances pour 1998** (deuxième partie). – Suite de la discussion d'un projet de loi (p. 2).

CULTURE

M. Raymond Douyère, rapporteur spécial de la commission des finances.

M. Bruno Bourg-Broc, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles.

Mme Odette Grzegorzulka, M. le rapporteur pour avis, Mme François de Panafieu.

PRÉSIDENTE DE M. GILLES DE ROBIEN

Mme Françoise de Panafieu,
M. Patrick Braouezec.

PRÉSIDENTE DE M. LAURENT FABIUS

MM. André Aschieri,
Jean-Paul Bret,
Alain Tourret,
Patrick Bloche,

Pierre Carassus,
Hervé de Charette.

Mme Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, porte-parole du Gouvernement.

Réponses de Mme le ministre aux **questions** de : MM. Edouard Landrain, Christian Kert, Mme Bernadette Isaac-Sibille, MM. Marcel Rogemont, Marc Dolez, Armand Jung, Michel Bouvard, Thierry Mariani, Patrice Martin-Lalande.

CULTURE ET COMMUNICATION

Etat B

Titres III et IV. – Adoption (p. 2)

Etat C

Titres V et VI. – Adoption (p. 29)

Mme le ministre.

Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance.

4. **Fixation de l'ordre du jour** (p. 30).

5. **Ordre du jour** (p. 30).

COMPTE RENDU INTÉGRAL

PRÉSIDENCE DE M. LAURENT FABIUS

M. le président. La séance est ouverte.
(*La séance est ouverte à neuf heures.*)

1

DÉCLARATION DE L'URGENCE D'UN PROJET DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le Premier ministre une lettre m'informant que le Gouvernement déclare l'urgence du projet de loi tendant à améliorer les conditions d'exercice de la profession de transporteur routier (n° 427).

Acte est donné de cette communication.

2

DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

M. le président. J'informe l'Assemblée que le Conseil constitutionnel a publié au *Journal officiel* du 8 novembre 1997 sa décision sur la loi portant réforme du service national.

Ce texte lui avait été déféré par plus de soixante sénateurs en application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution.

J'ai reçu de M. le président du Conseil constitutionnel, le texte de la décision du Conseil constitutionnel du 7 novembre 1997 déclarant que la loi portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier n'était pas contraire à la Constitution.

Ce texte lui avait été déféré par plus de soixante députés, en application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution.

Ces décisions seront publiées au *Journal officiel*.

3

LOI DE FINANCES POUR 1998

DEUXIÈME PARTIE

Suite de la discussion d'un projet de loi

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1998 (nos 230, 305).

CULTURE

M. le président. Nous abordons l'examen des crédits du ministère de la culture et de la communication concernant la culture.

La parole est à M. le rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

M. Raymond Douyère, rapporteur spécial. Madame le ministre, mes chers collègues, le budget de la culture de 1998 est un bon budget puisqu'il atteindra un peu plus de 15 milliards de francs, grâce à une progression sensible de 550 millions de francs, soit 3,8 % de plus par rapport aux crédits ouverts en loi de finances initiale pour 1997. En comparant avec l'effort consenti par l'Etat sur son budget général, dont la progression est limitée à 1,6 %, on voit bien l'accent particulier mis sur la culture. Cette progression permettra de définir, dans le cadre d'une charte du service public, des relations contractuelles avec les différents intervenants, en particulier les collectivités locales.

Une telle action nous paraît tout à fait novatrice : y avoir affecté 23 millions de francs traduit, madame le ministre, une volonté particulière de votre ministère d'accorder une attention privilégiée à l'intervention culturelle afin de rapprocher le citoyen de la culture et d'améliorer le cadre de vie grâce à l'effort en faveur du patrimoine.

Votre politique d'intervention culturelle marque une volonté de rééquilibrer les interventions en direction de la province qui, au cours des dernières années, nous a semblé être plutôt maltraitée par rapport à Paris. Ainsi, en 1997, 42 % des crédits du ministère de la culture, hors subventions aux établissements publics, étaient destinés à Paris, 5 % au reste de l'Ile-de-France et 53 % seulement à la province. En 1998, vous allez procéder à un rééquilibrage puisque 55,4 % des crédits seront consacrés à la province. C'est aller dans la bonne direction pour élaborer une charte du service public du spectacle vivant, qui servira de base aux contrats d'objectifs qui seront systématisés pour l'ensemble des réseaux du spectacle vivant.

La politique de partenariat que vous souhaitez ainsi développer favorisera les initiatives locales dans le secteur des enseignements artistiques et permettra de rationaliser les réseaux de spectacle vivant ou de développer le cinéma, outil de coopération et de développement intercommunal.

Les grandes opérations culturelles menées depuis 1995 vont maintenant s'achever, notamment avec l'arrivée à terme des grands travaux. Ainsi sera possible un rééquilibrage des interventions en faveur de la province.

Les seuls crédits d'investissement relatifs aux grands travaux concernent la poursuite de l'opération du Grand Louvre : 220 millions de francs d'autorisations de programme et 246 millions de crédits de paiement. L'enveloppe prévue pour cette opération de 3,64 milliards de francs aura été globalement respectée puisqu'on arrive à 3 milliards de crédits de paiement jusqu'en 1997. Il ne restera à ouvrir, pour l'année 1998, que 41 millions de francs d'autorisations de programme et 75 millions de crédits de paiement.

J'ai noté avec satisfaction que vous prévoyez de confier à un nouvel établissement public constructeur la maîtrise d'ouvrage de l'achèvement du Grand Louvre et d'autres opérations importantes d'architecture, comme le Centre de la mémoire contemporaine de Reims, le musée des « Arts premiers », le théâtre de l'Odéon et la rénovation des locaux du ministère.

La Bibliothèque nationale de France François-Mitterrand n'absorbera plus de crédits correspondant aux grands travaux puisque la construction est achevée. Le coût total de cette opération s'est élevé à 7,965 milliards de francs, ce qui signifie que le coût prévisionnel de 7,2 milliards de francs en valeur octobre 1989 a été respecté compte tenu des régularisations de prix.

Le ministère de la culture a programmé pour 1998 la poursuite et le démarrage de plusieurs chantiers destinés à permettre la remise en état du patrimoine bâti des grandes institutions culturelles. A ce titre, 121 millions de francs d'autorisations de programme seront consacrés au théâtre national de l'Odéon, 17 millions de francs à la rénovation du musée Guimet et 39 millions de francs à la restructuration de l'École nationale supérieure des arts décoratifs. En outre, 129 millions de francs d'autorisations de programme ont été inscrits sur le chapitre 69-91 pour la poursuite de l'opération relative au réaménagement intérieur du Centre d'art et de culture Georges-Pompidou.

Plus important, l'achèvement des grands travaux vous permettra de dégager des moyens afin de poursuivre le programme des grands projets en région : onze grands projets verront leurs crédits abondés au fur et à mesure de leur état d'avancement. Au total 311 millions de francs d'autorisations de programme ont été affectés à ces opérations dans les lois de finances initiales pour 1995, 1996 et 1997. Vous prévoyez, pour l'année 1998, 162 millions de francs. Ce programme, qui devait être réalisé sur une durée de trois ans, à compter de l'exercice 1995, a connu bien des mésaventures puisque, sur une enveloppe de 800 millions de francs, 60 % seulement ont été débloqués en autorisations de programme. Vous aurez, madame le ministre, à faire face à ce qui n'a pas été réalisé ces dernières années.

Vous souhaitez renforcer les enseignements artistiques avec la volonté d'ouvrir à des publics de plus en plus nombreux et diversifiés l'accès à la culture, d'atteindre et d'initier les populations les plus fragiles et les moins intégrées, pour des raisons sociales, géographiques ou économiques. Cette orientation laisse clairement apparaître l'importance de la mission éducative de votre ministère. De substantielles interventions en milieu scolaire seront programmées.

A cet égard, le regroupement des crédits d'intervention sur deux chapitres nouveaux –, 43-20 et 43-30, s'il est bien conforme aux décisions prises dans le cadre de la réforme de l'Etat en matière de déconcentration de la gestion des crédits budgétaires, n'améliore pas l'information du Parlement puisqu'il aboutit à une globalisation des dépenses d'enseignement et de formation, qui fait disparaître la ventilation des crédits entre interventions pour les publics scolaires et pour les enseignements spécialisés.

Les dotations demandées pour 1998 seront avant tout consacrées au soutien des dispositifs ordinaires – ateliers, classes, jumelages, participation aux enseignements artistiques, cinéma, théâtre, histoire des arts. Les financements seront recentrés sur les équipements culturels.

Votre action afin de promouvoir les enseignements spécialisés des différentes disciplines artistiques, ainsi que la formation continue par des professeurs est prise en charge soit par des établissements publics, sous tutelle du ministère, soit par des institutions agréées, sous tutelle des collectivités locales, soit par des associations qui reçoivent des subventions.

Les subventions de fonctionnement versées par le ministère de la culture aux établissements nationaux d'enseignement artistique s'élèveront à 501 millions de francs en 1998, soit une progression de 11,9 % par rapport à la loi de finances initiale pour 1997.

Alors que les dotations de la plupart des écoles sont simplement reconduites, cette progression résulte d'une mesure nouvelle de 19 millions de francs destinée aux écoles d'architecture, dont 5,5 millions de francs pour la création de 22 emplois non budgétaires et 13,5 millions de francs pour la réforme de l'enseignement – mise en place d'une sixième année – et pour des travaux de petit entretien. Voilà qui montre l'intérêt tout particulier que vous attachez à l'architecture.

La progression de 3,8 % des dotations du Conservatoire national supérieur d'art dramatique résulte d'un supplément de crédits de 1,3 million de francs destinée à financer l'acquisition d'équipements divers.

Votre dossier de presse, madame le ministre, fait état d'une progression de 4,1 % des crédits de subventions de fonctionnement aux écoles n'ayant pas le statut d'établissement public, aux actions en milieu scolaire et aux bourses d'études. Encore une fois, le fait d'avoir regroupé les crédits d'intervention sur deux chapitres nous empêche de savoir si cette augmentation est une réalité. Je vous demande donc de bien vouloir préciser s'il y a bien une augmentation globale de 4,1 % des crédits de subventions de fonctionnement aux écoles.

Les crédits d'intervention marquent une progression très sensible et une volonté de redéploiement.

La diminution des dotations du titre IV – 4,59 milliards en 1998, contre 5,04 milliards de francs en 1997 – n'est qu'apparente, et tout le monde a bien compris qu'il s'agit là d'un retour, sur le budget des services du Premier ministre, des 565 millions de francs destinés aux subventions aux organismes de l'audiovisuel public, qui avaient été rattachées en 1996 au budget du ministère de la culture. A structure constante, les crédits d'intervention passent de 4,48 milliards de francs en loi de finances initiale pour 1997 à 4,59 milliards de francs en 1998.

Cette progression très sensible va porter sur l'ensemble des aides apportées par le ministère au spectacle vivant. Les crédits destinés au financement du fonctionnement des établissements publics du théâtre, des spectacles, de la musique et de la danse seront de 1,276 milliard de francs et augmenteront de 38 millions de francs par rapport à 1997. Cette augmentation, relativement importante, voire spectaculaire, me conduit à vous demander, madame le ministre, si votre ministère ne risque pas de faire l'objet de régulations budgétaires. Vous savez que le budget de la culture pour 1997, avant même notre arrivée au pouvoir, a subi des diminutions de crédit. Elles ont été particulièrement sensibles pour le spectacle vivant et très mal ressenties par l'ensemble de la profession.

M. Hervé de Charette. C'est vrai !

M. Raymond Douyère, rapporteur spécial. J'aimerais que vous nous confirmiez que ces crédits ne subiront pas de régulation budgétaire.

Les crédits d'intervention concernant les arts lyriques, la musique et la danse augmentent de 18,8 millions de francs. Ce domaine concerne aussi les musiques actuelles et amplifiées qui font l'objet d'une attention particulière de l'État qui cependant n'accorde pas ce que tout le monde réclame depuis fort longtemps, une baisse de la TVA sur les disques ou la mise en place d'un prix minimum comme pour le livre.

En ce qui concerne l'aide au livre et à la lecture, une mesure nouvelle de 12,5 millions de francs est destinée à l'actualisation de la dotation globale de décentralisation des bibliothèques.

Les arts plastiques verront leurs crédits d'intervention augmenter de 15,5 millions de francs qui permettront de soutenir les initiatives visant à diffuser plus largement l'art contemporain dans les lieux institués : centres d'art contemporain, FRAC, espaces d'art contemporain. J'ai noté un effort particulier pour que les chaînes publiques et privées de télévision sensibilisent plus largement le public aux arts contemporains.

Les crédits d'acquisition et de commande publique dans le domaine de la création contemporaine sont portés à 61 millions de francs, soit une augmentation de 9,8 %. Il s'agit là d'une action particulièrement intéressante.

Pour ce qui est du cinéma, la réduction apparente des moyens à la disposition du Centre national de la cinématographie s'explique par le transfert de 31 millions de francs, précédemment accordés à la FEMIS sur le chapitre 36-60-57, au profit du nouvel établissement public créé en 1998 pour assurer la formation des candidats aux professions du cinéma et de l'audiovisuel ; l'École nationale supérieure des métiers de l'image et du son.

Mon rapport fait une large part au patrimoine et au cadre de vie. Il retrace notamment l'ensemble des crédits tels que prévus par la loi de programme adoptée en 1993. On voit comment ces crédits ont été sévèrement « rabotés » ces dernières années, ce qui a conduit à étaler les programmations sur une année supplémentaire. Les décideurs économiques ont de ce fait eu d'énormes difficultés à réaliser les objectifs qu'ils s'étaient fixés et les conséquences sur l'emploi ont été très lourdes : sur un million investi dans le domaine du patrimoine, 65 à 85 % vont à l'emploi, ce qui correspond à trois emplois à plein temps sur une année entière.

L'application de la loi de programme mobilise 8 100 emplois à temps plein, à rapprocher d'un bassin d'emploi estimé à 34 000 salariés, répartis dans près de 1 100 entreprises, pour la plupart entreprises artisanales ou des PME. C'est dire combien il est important que la loi de programme soit menée à son terme et confortée, d'autant que les besoins sont immenses : pour le seul domaine de l'État, les rénovations et restaurations sont estimées à plus de 31 milliards de francs.

Même si, pour cette année, il faut noter, avec beaucoup de satisfaction, que les autorisations de programme consacrées aux monuments historiques appartenant à l'État et aux propriétaires privés marquent une nette augmentation, le non-respect de la loi de programme obligera pour les années qui viennent à un effort encore plus important et peut-être à une recherche de financements nouveaux, dont nous devrions avoir l'occasion de reparler dans les prochains mois.

Je terminerai, madame la ministre, par quelques réflexions destinées à améliorer justement votre efficacité dans le domaine du patrimoine.

Premièrement, ne serait-il pas possible de dégager, par un moyen ou un autre, des crédits sous forme de prêts à taux zéro afin d'aider les collectivités territoriales, notamment les régions, à restaurer plus rapidement leurs bâtiments au service de la culture ?

Deuxièmement, pourrait-on envisager d'instituer, sous une forme ou une autre, à l'image des chèques-restaurant ou des chèques-vacances, des chèques culturels permettant à des publics défavorisés un accès plus facile à la culture, particulièrement dans les régions ? Vous allez par exemple consentir un effort en faveur des résidences d'artistes dans les régions. Cette politique doit être poursuivie. Les artistes offrent en contrepartie des spectacles gratuits, notamment là où ils sont reçus ; ce dispositif pourrait être complété par la mise en place de chèques culturels. J'aurai l'occasion, dans le courant de l'année, de vous faire des propositions à ce sujet.

Troisièmement, il faut poursuivre le développement du partenariat avec les grands établissements financiers et les groupes industriels dans le cadre du mécénat.

Ma quatrième proposition a trait aux acquisitions des musées. Il a été beaucoup question de mettre en place une loterie destinée à récolter des crédits et à conforter le fonds d'acquisition de l'État. Cette suggestion mérite d'être creusée. Une telle loterie à visée culturelle aurait peut-être un sens plus profond que le loto ou le PMU, aux yeux en tout cas de ceux qui, en général, sont opposés aux loteries.

Enfin, une question a été posée par l'association des maires des grandes villes de France qui ont, vous le savez, la possibilité d'accorder une exonération dans la limite de 50 % pour les entreprises de spectacle classées dans les cinq premières catégories définies dans l'ordonnance du 13 octobre 1945 relative aux spectacles. Les maires des grandes villes de France souhaiteraient pouvoir porter cette exonération à 100 %. Une telle revendication représente, je le reconnais, un coût budgétaire important, mais elle me paraît particulièrement justifiée.

Madame la ministre, vous nous présentez un grand budget, un bon budget, en forte augmentation. L'éclairage nouveau apporté par le Gouvernement de Lionel Jospin à la culture montre bien que nous nous dirigeons vers le fameux 1 %...

M. Hervé de Charette. On y va toujours, on n'y arrive jamais !

M. Jean-Paul Bret. Une fois, en 1993...

M. Raymond Douyère, rapporteur spécial. Je me permettrai une réflexion personnelle sur ce sujet. Le 1 % n'a jamais été respecté, me semble-t-il, ces dernières années, même en 1993, malgré diverses manipulations et transferts de crédits rattachés au ministère de la culture. Que votre budget se situe cette année à 0,95 % environ permet de viser ce 1 % ; mais je pense sincèrement que vous ne devez pas vous arrêter là. On ne saurait penser que ce 1 % soit à même de définir le taux de culture ou de non-culture d'un pays. Je vous engage donc vivement, pour les années à venir, et le Parlement, me semble-t-il, vous y aidera largement, à dépasser très largement ce 1 % budgétaire.

M. Hervé de Charette. Vous pouvez compter sur nous !

M. Raymond Douyère, rapporteur spécial. La commission des finances vous invite, bien entendu, mes chers collègues, à voter ce budget sans aucune restriction. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.*)

Mme Catherine Trautmann, *ministre de la culture et de la communication*. Très bien !

M. le président. Après l'exposé de M. Douyère, qui aura déclenché la passion de M. de Charette (*Sourires*)...

Mme Françoise de Panafieu. Passion très modérée !

M. le président. Certes ! ... La parole est à M. le rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

M. Bruno Bourg-Broc, *rapporteur pour avis*. Monsieur le président, madame le ministre, mes chers collègues, le budget de la culture pour 1998, que j'ai l'honneur de vous présenter au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, est en progression de 3,8 % par rapport à 1997.

Mme Odette Grzegorzulka. Ça change !

M. Bruno Bourg-Broc, *rapporteur pour avis*. On pourrait aisément se féliciter de cette augmentation très largement supérieure à celle du budget de l'Etat, qui traduit la volonté d'afficher la culture comme un domaine d'action prioritaire du Gouvernement. Cette remarque est d'ailleurs tout à fait valable en termes strictement budgétaires et comptables.

Pour autant, M. Douyère vient de le rappeler, l'objectif du 1 % n'est pas atteint – le budget de la culture représentera 0,95 % des charges de l'Etat en 1998 –, si tant est que cet objectif ait encore une signification. En effet, le périmètre du budget de la culture a été considérablement élargi depuis quelques années, et ces modifications, pourtant largement contestées lors de leur réalisation par le précédent gouvernement, n'ont pas été remises en cause par le nouveau ministre de la culture.

Au total, les transferts de compétences représentent 2,21 milliards de francs dans le budget pour 1998, celui-ci s'élevant donc, à structure constante depuis 1981, à 12,9 milliards de francs, soit 0,81 % du budget de l'Etat.

On peut dès lors s'interroger, sans faire nullement de procès d'intention, sur l'avenir de la notion de 1 % culturel, mythique frontière jamais atteinte. En effet, 1 % du budget de l'Etat, en 1998 représenterait 15,8 milliards de francs... Nous en sommes encore loin !

Mais peut-on encore sincèrement se contenter d'un tel objectif, au-delà de la seule force du symbole, alors que le budget de la culture n'a bien évidemment plus ni la même nature, ni le même périmètre qu'en 1981, quand l'objectif fut lancé ? Aujourd'hui, les grands travaux des années 80 se sont transformés en grands établissements budgétivores, dont les crédits de fonctionnement « plombent » le budget de la culture ; l'Etat culturel se décentralise lentement mais sûrement, laissant de plus en plus de place aux initiatives locales ; les acteurs culturels se diversifient et tentent de progresser vers plus de coopération et de coordination, les besoins et les attentes des Français en matière artistique et culturelle sont de plus en plus nombreux et les réponses à apporter de plus en plus complexes.

Alors, 1 %, est-ce assez ? Est-ce trop ?

M. Jean-Paul Bret. Pour vous, c'était trop !

M. Bruno Bourg-Broc, *rapporteur pour avis*. Et de quoi parle-t-on ? Du 1 % de 1981 ou de celui de 1998 ?

Après les critiques réitérées sur la politique culturelle de l'ancienne majorité et les engagements développés durant la campagne pour les élections législatives, le bud-

get de la culture présenté pour 1998 laisse en tout état de cause un peu dans l'attente ceux qui s'attendaient à une révolution.

M. Jean-Paul Bret. C'était votre cas ?

M. Jean-Louis Idiart. Des noms !

M. Marcel Rogemont. Une baisse pendant quatre ans, une hausse maintenant : la voilà, la révolution !

M. Bruno Bourg-Broc, *rapporteur pour avis*. Le rapporteur veut donc bien considérer que le budget de 1998 s'inscrit sagement dans cette progressivité. Il attendra cependant les lois de finances suivantes pour être convaincu de la réalité du changement.

Il n'en demeure pas moins que l'on peut valablement s'interroger sur la pertinence de cet objectif ou, plus exactement, sur la logique qui conduit à défendre pour seule politique culturelle un objectif purement budgétaire. En effet, 1 %, pour quoi faire ? Telle est, madame le ministre, la question que l'on pourrait vous poser aujourd'hui.

M. Marcel Rogemont. On peut se la poser, mais seulement à partir du moment où il y a de l'argent !

M. Bruno Bourg-Broc, *rapporteur pour avis*. L'analyse que l'on peut faire de votre budget et de cet objectif me conduit à penser que vous n'avez pas défini vos priorités culturelles.

Mme Odette Grzegorzulka. On vous attendait ! (*Sourires*.)

M. Bruno Bourg-Broc, *rapporteur pour avis*. Même si je ne l'approuvais pas en 1981, il y avait une politique culturelle qui consistait à multiplier les grands travaux. De 1993 à 1997, il y avait une autre politique culturelle, qui conduisait à rééquilibrer Paris et la province.

Mme Odette Grzegorzulka. Dans les textes, pas dans les faits !

M. Bruno Bourg-Broc, *rapporteur pour avis*. Or aujourd'hui, au-delà de l'affichage budgétaire dont il faut se féliciter, je ne décèle pas votre ambition pour la culture. Nous sommes pourtant à un véritable carrefour de la politique culturelle. Il y a des choix à faire, de nouvelles perspectives à donner. Depuis près de vingt ans, la politique culturelle a profondément évolué et nous sommes à l'heure des choix. Faut-il concentrer l'action de l'Etat sur les grands établissements publics et accroître la responsabilité des acteurs locaux ? L'Etat a-t-il toujours vocation à soutenir une culture d'Etat, à peser par ses choix budgétaires sur les évolutions culturelles ? D'autres questions peuvent se poser, et j'examine dans la seconde partie de mon rapport quelques pistes de réflexion.

Ces choix, madame le ministre, vous devez en prendre la mesure. Je comprends parfaitement qu'en quelques mois vous n'avez pu le faire : mais je regrette que ce budget ne reflète pas les moindres prémices d'un quelconque choix, que je combattrais peut-être, mais qui aurait le mérite d'exister. C'est pour ces motifs que j'ai proposé à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales d'émettre un avis négatif sur votre budget, même si, je le reconnais une nouvelle fois, l'augmentation des crédits est satisfaisante dans plusieurs domaines.

Sur l'évolution même des crédits, je vous renvoie au rapport de la commission ; je m'arrêterai sur quelques points importants.

En premier lieu, je me réjouis vivement du retour en grâce des crédits du patrimoine et de l'indispensable rattrapage pour le patrimoine monumental qu'opère le bud-

get pour 1998. Je l'avais dit et redit l'an dernier : derrière les pierres, il y a l'emploi. Et sur ce point, mon propos ne changera pas.

Je voudrais par ailleurs féliciter le Gouvernement pour les efforts consentis en faveur de l'architecture.

M. Jean-Paul Bret. Très bien !

M. Bruno Bourg-Broc, rapporteur pour avis. S'agissant des subventions aux établissements publics, je regrette que la quasi-totalité des mesures nouvelles ne touchent que les établissements parisiens. Des grands projets régionaux lancés par la précédente majorité, seul subsiste le centre des archives contemporaines de Reims. Cette inflexion de la politique gouvernementale est dommageable. L'agence d'ingénierie culturelle continuera de privilégier la logique parisienne qui a animé la politique culturelle pendant quinze ans et qui aujourd'hui grève le budget de fonctionnement du ministère.

Pour ce qui concerne les crédits d'intervention, je voudrais attirer l'attention de nos collègues sur la faiblesse des crédits destinés à la direction du livre et de la lecture, qui progressent de 14,7 millions de francs, soit 1 %. Ce chiffre est à comparer notamment à l'augmentation des crédits de fonctionnement de la Bibliothèque nationale de France qui, eux, progressent de 32 millions de francs pour un budget total de 600 millions de francs. Malgré le caractère imposant de cette réalisation, doit-on se féliciter de voir une telle masse de crédits concentrée sur un seul établissement dont la réalisation, au demeurant, a durablement grevé le budget de la culture ? Comme pour l'Opéra de la Bastille, votre rapporteur s'interroge sur le réalisme de tels investissements qui mobilisent par la suite des crédits de fonctionnement considérables, au détriment de structures bien plus modestes, mais néanmoins essentielles au tissu culturel national.

M. Jean-Louis Idiart. Parlons des abattoirs de La Villette !

M. Bruno Bourg-Broc, rapporteur pour avis. Je terminerai en évoquant l'éducation artistique et culturelle pour laquelle, comme l'a écrit M. Rigaud dans son rapport, l'heure est venue de faire ce que Jules Ferry a fait pour l'instruction.

Mme Odette Grzegorzulka. Très bien !

M. Bruno Bourg-Broc, rapporteur pour avis. Le montant total des crédits consacrés aux enseignements artistiques, qu'ils soient dispensés en milieu scolaire ou dans les établissements spécialisés, s'élève à 1,3 milliard de francs en dépenses ordinaires – plus 6,9 % par rapport à 1997 et à 141 millions de francs en autorisations de programme – plus 40,3 %. Les crédits du titre IV, en revanche, qui financent les subventions de fonctionnement des écoles n'ayant pas le statut d'établissement public, les actions en milieu scolaire et les bourses d'études, augmenteront seulement de 14 millions de francs, soit une hausse de 1,8 %. C'est peu au regard de l'effort qu'il conviendrait de faire dans ce domaine.

Parmi les actions prioritairement financées figurent le développement des actions de sensibilisation à l'architecture en milieu scolaire – 4 millions de francs –, les bourses destinées aux élèves des écoles d'art et l'action de la délégation aux arts plastiques en milieu scolaire – 3 millions de francs –, le développement des pratiques amateurs et des formations professionnelles – 8 millions de francs –, les formations spécialisées en art dramatique – 3 millions de francs.

Je regrette qu'aussi peu de moyens soient consacrés à l'éducation culturelle et artistique, alors que celle-ci participe indiscutablement à la démocratisation de l'action culturelle et apporte même une nouvelle philosophie à la conception de l'école. Car si l'on aborde l'école en termes d'égalité des chances, l'éducation artistique en est assurément un des fondements essentiels.

Mme Odette Grzegorzulka. C'est vrai.

M. Bruno Bourg-Broc, rapporteur pour avis. J'attends d'ailleurs avec impatience le projet de loi que vous devez nous présenter sur ce thème, en espérant qu'il soit accompagné, comme je le propose dans mon rapport, d'une programmation budgétaire pluriannuelle.

En conclusion, je le répète, madame le ministre, ce budget de la culture n'est pas foncièrement mauvais.

M. Marcel Rogemont. C'est bien !

M. Bruno Bourg-Broc, rapporteur pour avis. Nos collègues de la commission des finances du Sénat l'ont d'ailleurs voté. Mais beaucoup de problèmes ne se trouvent pour autant pas résolus. Au demeurant, vous en faire grief serait injuste. Je rappellerai néanmoins quelques-unes de nos préoccupations auxquelles il conviendrait d'apporter des réponses rapidement, voire dans l'urgence.

Une mission pour célébrer l'an 2000, c'est bien, mais lui permettre de financer ses actions, c'est mieux !

Le statut des intermittents du spectacle n'est toujours pas réglé. Quelles suites entendez-vous donner au rapport Cabanes ?

Comment financer l'archéologie préventive et comment, dans ce domaine, dégager des règles qui puissent concilier efficacité économique et nécessaire préservation du patrimoine ?

Il est une autre préoccupation, fondamentale, qu'a aussi exprimée le rapporteur spécial. Halte aux gels en cours d'année, comme le disait le rapporteur de la commission des finances l'année dernière au Sénat, ...

M. Jean-Paul Bret. C'est vrai, vous en savez quelque chose !

M. Bruno Bourg-Broc, rapporteur pour avis. ... comme nous le disions, sans avoir été suivis autant que nous l'aurions souhaité.

M. Jean-Louis Idiart. C'est une critique contre Juppé !

M. Bruno Bourg-Broc, rapporteur pour avis. Halte aux gels en cours d'année, halte aux régulations budgétaires.

Au-delà de ces quelques préoccupations dont je tenais à vous faire part, ce budget reflète une absence de politique culturelle globale, de vision à long terme de ce que doit être la culture dans notre pays. C'est pour cette raison que j'ai émis un avis négatif, présenté en mon nom en commission par M. de Broissia, que je remercie, car j'étais absent pour cause de maladie.

La commission des affaires culturelles, familiales et sociales n'a pas suivi son rapporteur, ...

M. Jean-Paul Bret. Il était seul de son avis !

M. Bruno Bourg-Broc, rapporteur pour avis. ... et a émis, quant à elle, un avis favorable à l'adoption de ce projet de budget.

Mme Odette Grzegorzulka. C'est la différence entre minorité et majorité !

M. le président. La parole est à Mme Odette Grzegorzulka.

Mme Odette Grzegrzulka. C'est au nom du groupe socialiste que j'interviens sur le budget du ministère de la culture pour 1998, madame le ministre, et je voudrais tout d'abord vous dire combien je me réjouis de constater que ce budget est conforme aux engagements pris par le Premier ministre lors de son discours de politique générale du 19 juin dernier, où il s'était engagé à revenir progressivement au vrai 1 % culturel, concept sur lequel, pour ma part, je n'ai pas d'état d'âme.

Votre budget n'est donc pas un budget comptable ou de transition, comme vient de le dire M. Bourg-Broc, mais un véritable budget de rupture avec la spirale de déclin qu'a connue votre département ministériel au cours de ces quatre dernières années et avec les promesses non tenues.

En un mot, c'est un véritable budget de reconstruction, qui vous permettra de mener une politique culturelle active au service des créateurs et de l'ensemble de la population.

En 1998, le budget de la culture s'élèvera à 15,1 milliards. En hausse de 3,8 % par rapport à 1997, il représentera 0,95 % du budget de l'État en 1998, soit une progression de 550 millions de francs par rapport au budget de 1997. Ainsi pour la première fois, et ce en dépit d'un contexte budgétaire difficile, le budget que vous nous proposez permettra à la culture de redevenir une priorité claire de notre politique.

Comment pouvez-vous, monsieur Bourg-Broc, avoir la mémoire aussi courte ? Vous êtes un parlementaire très attentif, mais je ne peux pas croire qu'à l'instant même où vous parliez, vos paroles traduisaient votre pensée. « Comment ai-je pu avoir une vision si critique et si négative ? » deviez-vous vous demander, vous qui avez soutenu un gouvernement qui, en quatre ans, a réduit le budget de ce ministère de 20 %. Vous avez dû souffrir en lisant le rapport dont j'ai peine à croire que vous êtes l'auteur.

M. Bruno Bourg-Broc, rapporteur pour avis. Vous avez tort !

Mme Odette Grzegrzulka. Je ne souhaite pas, dans cette intervention, paraphraser mon collègue Raymond Douyère, qui a analysé de façon très précise et très juste l'aspect financier de ce budget, mais plutôt insister sur quelques axes qu'il me semble indispensable de développer pour l'avenir et sur lesquels, je le sais, votre réflexion est bien engagée.

Je considère tout d'abord que la culture est, en même temps, une voie d'accès à l'identité personnelle, à la connaissance et à la reconnaissance de l'autre. Non seulement elle contribue à la compréhension du monde mais elle constitue l'un des éléments fondamentaux du lien social, car c'est par elle que s'identifie une communauté.

J'insisterai donc sur un impératif : permettre l'accès de tous à la culture, c'est fonder les bases de toute transformation humaine et sociale positive. C'est pourquoi il était indispensable de renforcer les moyens de votre ministère pour permettre la construction d'une société plus solidaire, et ceux des autres départements ministériels qui y contribuent.

Face aux excès de l'individualisme, aux communautarismes et aux replis identitaires, la culture est un facteur décisif de cohésion sociale et un espace de liberté. Force est de constater, en effet, que c'est un enjeu politique majeur au nom duquel les hommes se déchirent.

Pour tenter de remédier à ces maux, à ces dérives et empêcher l'idéologie de prévaloir dans le domaine culturel, qui, par définition, est celui de la liberté et de l'émo-

tion, pourquoi ne pas imaginer de permettre aux citoyens de saisir une haute autorité, un conseil consultatif composé de personnalités compétentes et indépendantes, pour obtenir, à titre individuel ou collectif, des références garantissant l'accès de tous à la culture et évitant l'arbitraire dans les choix de programmation et de prestations culturelles ?

En second lieu, je souhaiterais insister sur le véritable outil d'intégration que peut et doit être la politique culturelle.

Alors que, dans quelques jours, le Parlement va débattre d'un projet de loi pour réglementer l'entrée et le séjour régulier des étrangers, il est nécessaire de relancer une véritable politique d'intégration, qui passe bien évidemment par l'action sociale, l'éducation, mais aussi par la culture.

Ainsi, dans les villes et, notamment dans les quartiers, c'est essentiellement l'action culturelle qui voit naître une multiplicité de pratiques permettant de faire le lien et d'explorer de nouvelles relations entre le social, le culturel et le politique.

C'est pourquoi, sous votre impulsion, et en liaison avec le ministère des affaires sociales en charge de l'intégration et de la politique de la ville, il serait opportun de réfléchir dès maintenant à l'élaboration de « conventions de développement culturel pour l'intégration » avec les collectivités, les associations et tous les partenaires concernés qui en ont vocation. Il s'agirait ainsi non plus d'expérimenter, mais de généraliser, dans la durée, l'intervention culturelle.

L'intervention culturelle est en effet souvent le dernier repère et le dernier rempart quand tout le reste a disparu.

Permettre aux jeunes de s'interroger sur leurs origines, d'exprimer une identité culturelle en devenir, de développer leurs potentialités créatrices, c'est les aider à échapper à la spirale de l'exclusion.

Les quartiers et leur jeunesse sont source de renouvellement et d'innovation. Ces cultures nouvelles existent et il faut les prendre en compte, les aider à grandir, à se professionnaliser. Je citerai juste un exemple : les musiques amplifiées.

Il reste encore beaucoup à inventer pour développer des espaces de découverte de l'autre, des espaces de solidarité nouvelles et de pratiques artistiques innovantes.

C'est pourquoi je me réjouis de la hausse de 2,5 % des moyens d'intervention, qui seront affectés en priorité au spectacle vivant et aux projets contribuant à la démocratisation de l'accès à la culture : 4,7 milliards de francs, soit une progression de 277 millions.

Puis-je me permettre deux nouvelles suggestions dans le domaine des arts de la scène ?

Votre décision, je me félicite de proposer, ou d'imposer, une charte du service public, et j'ai noté avec intérêt ses trois axes prioritaires : la formation, la création et la diffusion. J'en rajouterai volontiers, un quatrième : le service au public afin de favoriser son accès à toutes ces institutions.

Par ailleurs, il y a souvent un malaise entre le théâtre professionnel et le théâtre amateur, et on observe malheureusement une atomisation des compagnies, qui se séparent de leurs artistes, grâce aux ASSÉDIC, si j'ose dire. De fait, les comédiens permanents, les troupes, ne sont plus encouragés à travailler dans le long terme.

Le système des ASSÉDIC, pervers, favorise la précarité de l'emploi. C'est pourquoi nous attendons avec impatience votre projet de loi réformant l'ordonnance de 1945

sur les entreprises de spectacle. Il me semblerait souhaitable de réfléchir à une véritable complémentarité plutôt qu'à une concurrence mal vécue de ces deux catégories.

Pourquoi ne pas imaginer un parrainage entre théâtres professionnels et théâtres amateurs, concept qui mériterait d'être précisé dans le cadre de la charte de service public ?

Je souhaiterais mettre l'accent sur deux autres dimensions majeures de la culture qu'il ne me paraît pas superflu de rappeler : sa contribution décisive au développement économique et le formidable outil d'aménagement du territoire qu'elle constitue et que votre projet de budget rendra possible.

Certains se demandent encore pourquoi investir dans la culture, c'est investir dans l'économie.

Tout d'abord, le secteur de la culture et des médias représente 3,5 % du produit intérieur brut et 3,8 % de l'ensemble de la consommation des ménages.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'emploi, je relèverai plusieurs points extrêmement positifs. Vous vous êtes engagée à ce que votre département contribue largement à la mise en œuvre du plan gouvernemental pour l'emploi des jeunes. L'augmentation très importante des crédits d'investissement de votre ministère engendra, de façon directe ou indirecte, la création de plusieurs milliers d'emplois. La hausse la plus spectaculaire concernera les dépenses en capital dans le secteur du patrimoine, qui progresseront de 40 %.

Puisqu'il faut aller vite, je citerai également rapidement l'augmentation des dépenses d'équipement consacrées au théâtre et au spectacle, de 190 % ; au livre et à la lecture, de 135 %, aux arts plastiques, de 28 %.

Votre engagement va favoriser une véritable politique de réseaux culturels grâce au maillage du territoire, permettra ainsi un meilleur aménagement et un rééquilibrage des crédits en faveur de la province. Je pense par exemple au centre national du costume de scène de Moulins, ou au centre des archives contemporaines de Reims.

Pour mener à bien tous ces chantiers, votre ministère devra s'appuyer sur une administration modernisée et décentralisée qui œuvre dans le cadre d'une véritable politique de proximité culturelle. Pour suivre ce mouvement, les DRAC, les directions régionales des affaires culturelles, devront être renforcées dans leur rôle d'instance de décision et de gestion.

Je souhaiterais que vous puissiez nous préciser ou nous confirmer, à leur propos, ce que vous avez évoqué lors de votre audition devant la commission des affaires culturelles, concernant, d'une part, la revalorisation indemnitaire en 1998 et la réforme de leur statut – j'ai déjà souligné la disparité extrêmement choquante entre leurs rémunérations et celles dont bénéficient les tout nouveaux préfets sanitaires, la différence était entre un et six, alors que les DRAC ne peuvent même pas s'appuyer sur des directeurs départementaux ou leur déléguer des tâches –, concernant, d'autre part, l'application du décret relatif à la déconcentration des crédits relatifs au spectacle vivant. Les DRAC ne sont pas encore prêtes et les professionnels demandent un moratoire.

En conclusion, madame la ministre, vous avez hérité d'un fabuleux ministère qui, malheureusement, se dévitalisait et connaissait une véritable situation d'urgence. Il faut du souffle, de l'ambition, de la volonté politique pour redresser la barre. Je sais que vous les avez, qu'ils vous animent depuis le premier jour. C'est pourquoi le groupe socialiste votera votre budget avec enthousiasme

en émettant le vœu que les budgets ultérieurs complètent et confirment cette tendance. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.*)

M. Bruno Bourg-Broc, rapporteur pour avis. Monsieur le président, le rapporteur et le rapport ayant été mis en cause, je voudrais répondre en deux phrases.

M. le président. Bon, deux phrases...

M. Bruno Bourg-Broc, rapporteur pour avis. Chacun de nous, dans cet hémicycle, est libre d'émettre les opinions qu'il souhaite : c'est le fondement même de la démocratie et la raison d'être de notre présence ici.

M. le président. C'est la première phrase ! (*Sourires.*)

M. Bruno Bourg-Broc, rapporteur pour avis. Je ne pense pas qu'il soit convenable – je le dis à Mme Grzegorzulka, jeune parlementaire, même si elle a une connaissance antérieure du Parlement – de mettre en cause les propos d'un rapporteur et son honnêteté intellectuelle...

Mme Odette Grzegorzulka. Vous allez bien loin !

M. Bruno Bourg-Broc, rapporteur pour avis. ... dès lors qu'il rend compte, ce que j'ai scrupuleusement fait, de l'avis de la commission au nom de laquelle il parle et si l'invective n'est pas mon style, je souhaiterais qu'il en soit de même de chacun et de chacune de nos collègues.

M. le président. Je vais donner maintenant la parole à Mme Françoise de Panafieu.

Je vous informe que je serai remplacé par M. de Robien au cours de cette intervention mais je reviendrai ensuite.

Vous avez la parole, madame de Panafieu.

Mme Françoise de Panafieu. Madame le ministre, le budget d'un ministère, c'est aussi la traduction de la politique de celle ou de celui qui en est responsable. C'est donc en recherchant la politique qui vous a inspirée que je parlerai aujourd'hui au nom de mon groupe parlementaire.

En constatant l'augmentation des crédits alloués à votre ministère, facteur qui a d'ailleurs été souligné par l'ensemble des intervenants avant moi, nous avons eu un certain espoir, et, pourtant, force est de constater qu'aujourd'hui et demain, nous risquons d'être bien déçus.

Pour nous tous, élus, membres du Gouvernement, responsables, il ne suffit pas de dépenser plus, encore faut-il dépenser mieux, et la culture n'échappe pas, loin de là, à cette règle élémentaire des budgets des grands ministères dépensiers.

(*M. Gilles de Robien remplace M. Laurent Fabius au fauteuil de la présidence.*)

PRÉSIDENCE DE M. GILLES DE ROBIEN vice-président

Mme Françoise de Panafieu. Madame le ministre, où sont les grandes idées qui sous-tendent l'action de votre ministère ? Mis à part le patrimoine, auquel vous donnez un sérieux coup de pouce, je ne vois pas de grand dessein.

Sans remonter bien loin, comment ne pas se souvenir de Michel Guy, qui, du bureau que vous occupez aujourd'hui au Palais-Royal, donnait la parole aux créateurs contemporains et les imposait à un public à l'époque récalcitrant ?

Plus proche de nous, 1981 a été la période des grands travaux. On a pu regretter à l'époque qu'ils n'aient pas été systématiquement l'occasion d'une remise à plat des dossiers culturels, secteur par secteur. On peut déplorer aujourd'hui, un orateur précédent l'a rappelé, de voir ces institutions peser lourd sur le budget culturel de votre ministère. Etant dans l'opposition, nous l'avons d'ailleurs dénoncé à l'époque auprès du ministre de la culture Jack Lang. Il n'en demeure pas moins qu'alors, le débat fut passionné, passionnant (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*) et il revient à présent, bien sûr, au ministère de la culture de faire vivre ces institutions.

Vous nous parlez de la nécessité de réformer l'administration culturelle. Là encore, nous sommes perplexes, nous ne comprenons pas vraiment ce qui dicte cette volonté, ni surtout la manière dont les problèmes sont abordés.

Si on me demande aujourd'hui quelles sont les priorités réelles de votre ministère, je réponds que je ne vois pas, tant elles m'apparaissent de manière fort peu convaincante. Où sont les vraies idées ? Quels sont les grands projets ? Impossible de les trouver, ni dans les dossiers de fond, ni dans ceux qui sont plus événementiels au sens fort du terme.

Cette situation engendre scepticisme et inquiétude. Inquiétude, lorsque vous évoquez, par exemple, la modernisation de l'administration telle que vous semblez la concevoir. La réforme de l'administration est une idée bien ancienne. Le problème est que nous avons tous appris qu'une telle réforme ne se décrétait pas.

M. Jean-Louis Idiart. Vous l'avez appris mieux que les autres.

Mme Françoise de Panafieu. Comment concilier la fusion des méthodes, des intérêts aussi différents que ceux du patrimoine et de l'architecture ? Comment éviter que le plus gros n'étouffe l'autre, donc la création ?

Les difficultés sont d'une autre nature mais pas moins fondamentales pour le théâtre et la musique. S'il est vrai qu'il convient de réfléchir à la situation du spectacle vivant en France, il n'en est pas moins vrai que les enjeux économiques et culturels, les modes de fonctionnement de ces deux modes d'expression sont bien différents.

Le théâtre est une profession profondément indépendante, comparé au monde musical qui éprouve moins de difficulté à se recentrer autour des orchestres ou des conservatoires. Avant de décider d'un tel rapprochement, il est indispensable d'engager des discussions avec les artistes, les directeurs d'institutions culturelles et les syndicats.

Enfin, de toute manière, vous ne ferez pas croire que prendre des décisions de gestion revient à avoir une véritable politique culturelle digne de ce nom.

M. Jean-Louis Idiart. Vous ne savez pas ce que vous voulez !

Mme Françoise de Panafieu. On ne saurait, en effet, réduire ce ministère à la problématique administrative : c'est par les idées et non par des aménagements de services que l'on fait une grande politique culturelle. Les aménagements de services ne sont là que pour soutenir une inspiration, une grande idée.

Mme Odette Grzegorzulka. On voit bien que les conseillers ne sont pas les payeurs !

Mme Françoise de Panafieu. Ce souffle que nous cherchons, nous aurions pu le trouver dans la manière dont sont abordés ou traités les grands symboles de cette fin de millénaire. Mais là encore, c'est le désert !

Quel dommage, par exemple, que, à propos de la célébration de l'an 2000, l'occasion ne soit pas saisie ? Comment ne pas se désoler de ne voir aucune volonté politique affichée, aucun moyen donné, alors que nous avons là une occasion admirable de rappeler avec éclat la mission universelle de la France en faisant de cette célébration un rendez-vous fort, placé sous le triple signe de l'ouverture, de la générosité et du partage ?

Mme Odette Grzegorzulka. Et le bicentenaire de la Révolution de 1789 ? Vous avez la mémoire courte, madame !

Mme Françoise de Panafieu. Comment ne pas profiter de cette occasion pour propulser la création contemporaine au premier rang de nos préoccupations ?

Comment ne pas se servir de cette célébration pour notre rayonnement international ?

M. Jean-Louis Idiart. On vous attend !

Mme Françoise de Panafieu. Nous présentons là – et ceux qui franchissent parfois nos frontières le savent – une bien pâle figure, ne serait-ce qu'à nos voisins immédiats tels que l'Allemagne, qui accueille l'exposition universelle, ou l'Angleterre, qui réalise, à l'occasion de la célébration de l'an 2000, la cité du millénaire à Greenwich, projet qui a été confié à Richard Rogers.

Mme Odette Grzegorzulka. C'est Chirac qui a refusé l'exposition universelle en 1989 !

Mme Françoise de Panafieu. Je pourrais multiplier les exemples.

Certains orateurs vous ont donné l'idée de créer un « chèque culturel ». C'est au demeurant une idée évoquée par le Président de la République il y a trois ans en parlant d'un passeport culturel.

En effet, les pratiques culturelles ont un coût. Aller au théâtre, au concert, visiter une exposition ou un musée, n'est pas à la portée de toutes les bourses. Bien sûr, il y a déjà des systèmes de réduction mais ils sont trop ponctuels. Pour notre part, nous souhaiterions que l'on invente un passeport culturel, qui permettrait de fréquenter, à des conditions avantageuses, tous les établissements qui seraient partie prenante du projet, à charge pour l'Etat,...

M. Jean-Louis Idiart. Bien sûr, l'Etat doit payer !

Mme Françoise de Panafieu. ... pour les collectivités locales – qui ont toute leur place dans le dispositif – et pour les comités d'entreprises, d'apporter la différence.

M. Marcel Rogemont. Nous le faisons à Rennes. Pourquoi ne le faites-vous pas à Paris ?

Mme Françoise de Panafieu. Ce serait aussi le signe d'une volonté concrète de donner à tous ce qu'André Malraux appelait « les clés du trésor ».

De toute façon, il ne faut jamais oublier que la culture est un enjeu démocratique mais aussi un facteur d'intégration important.

L'accent avait été mis sur ce point par vos deux prédécesseurs, qui avaient attaché leurs noms à une pratique de décentralisation de la culture...

M. Jean-Paul Bret. En amputant des crédits !

Mme Françoise de Panafieu. ...et à une loi sur les enseignements artistiques, loi qui avait été initiée par Jacques Toubon.

Une pratique musicale ou artistique, un projet culturel, peut rassembler des gens différents, les élèves d'une classe disparate, difficile. Souvenez-vous de cette émission de

télévision de l'an dernier qui montrait une classe dite « dure » regroupant des élèves de onze nationalités différentes, où la violence n'était pas rare, une classe qui, sous l'égide d'un professeur audacieux et exigeant, avait monté un opéra en latin et qui, grâce à cela, était devenue un groupe équilibré et soudé. Il fallait voir l'émotion extraordinaire et la fierté de ces élèves et de leur maître qui avaient réussi une telle gageure. C'est cela le miracle des enseignements artistiques, l'égalité des chances mais aussi la solidarité.

Or, dans le projet de budget que vous nous présentez, madame le ministre, force est de constater que je n'arrive pas à comprendre quels sont les crédits qui sont effectivement attribués pour favoriser les enseignements artistiques dans la France tout entière.

J'avais choisi de m'appuyer sur quelques exemples pour essayer de trouver un souffle, une volonté, une « ambition », selon l'expression de Mme Grzegorzulka, dans ce projet du budget. Force est de constater que je n'ai pas pu les trouver.

Mme Odette Grzegorzulka. On n'a pas dû chercher au même endroit !

Mme Françoise de Panafieu. Etant donné ce manque de volonté politique, madame le ministre, le groupe du RPR ne pourra pas vous suivre et il rejettera donc les crédits de la culture. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République.*)

Mme Odette Grzegorzulka. Ce ne sont pas les contradictions qui vous étouffent !

M. le président. La parole est à M. Patrick Braouezec.

M. Patrick Braouezec. Monsieur le président, madame le ministre, mes chers collègues, le budget de la culture pour 1998 marque un renversement de tendance avec une augmentation de 3,8 %, pour parvenir à un total d'un peu plus de 15 milliards de francs.

Ce montant représente 0,85 % du budget total de l'Etat, et ce à périmètre constant depuis 1994, c'est-à-dire en excluant notamment les crédits relatifs à l'architecture qui étaient auparavant rattachés au ministère de l'équipement. Ce pourcentage me semble le seul à devoir être cité dans la perspective du 1 % culturel, dans la mesure où vous avez insisté sur la présentation sincère de ces crédits et sur votre manque de goût – et je l'espère de talent – pour les artifices comptables.

Nous ne sommes donc pas en présence d'une révolution mais bien de la première étape du rattrapage des coupes claires effectuées depuis 1993. En commission, vous avez chiffré la perte à plus de 3 milliards de francs, soit 20 % du total.

Avec 550 millions de francs de crédits supplémentaires pour 1998, soit plus d'un milliard de francs si l'on tient compte des annulations budgétaires, vous accomplissez un tiers de l'effort nécessaire pour atteindre le sempiternel 1 %, que réclamait déjà Jean Vilar en 1969.

Ces nouveaux moyens vous permettent d'afficher deux priorités essentielles : l'intervention culturelle et le patrimoine.

En matière d'intervention culturelle et d'accès à la culture, on peut notamment se réjouir de la hausse sensible – 55 millions de francs – des crédits affectés aux actions artistiques en milieu scolaire.

Cependant, cette priorité augmente moins que la moyenne de votre budget, c'est-à-dire assez modestement. La raison en est simple et réside dans l'accent qui a été

mis sur la restauration et la conservation du patrimoine monumental où l'effet de rattrapage joue à plein avec une progression de 39 %. Ce bond est légitime et résulte de l'abandon de l'étalement sur trois ans de la loi de programmation sur le patrimoine, étalement arbitrairement décidé en 1997.

Au-delà des grandes réalisations, telles que l'achèvement du Grand Louvre ou la réhabilitation du centre Georges-Pompidou, la mesure la plus intéressante consiste, à mes yeux, dans l'accent mis sur la contractualisation avec les partenaires locaux, notamment les collectivités, avec des crédits d'entretien en augmentation de 16 %.

Il convient de rappeler que le budget dont nous discutons ne représente qu'un peu moins de 20 % de l'effort de la nation en faveur de la culture contre près de 66 % pour les collectivités locales.

Voilà donc pour les chiffres. Toutefois, aucun budget ne peut se contenter d'une lecture quantitative et celui de la culture moins que tout autre. J'en finis donc avec ce passage obligé par les chiffres et les pourcentages, pour venir à l'essentiel, c'est-à-dire à nos propositions, lesquelles sont tendues vers un seul but : vous aider, madame le ministre, à retrouver une marge de manœuvre salubre pour le public et – j'y insiste, car, à mes yeux, cela va de pair – pour la création.

Votre proposition d'une charte du service public du spectacle vivant est intéressante, mais il faut aller au-delà en organisant un grand débat national sur la culture dans le pays et au Parlement. Cela fournirait l'occasion, d'une part, de réaffirmer que le pourcentage de 1 % constitue un objectif pour l'an 2000 et, d'autre part, de démocratiser les raisons de cette priorité, avec notamment l'avènement d'une culture de loisir et le passage aux trente-cinq heures. Seul ce débat serait de nature à sortir les crédits budgétaires de leur précarité.

Un tel débat devrait aussi s'accompagner de la mise en place d'un plan triennal. Il vous incombe, en effet, d'élargir la « légitimité » de vos dépenses et de donner, grâce à l'obtention de cet engagement sur trois ans, des arguments aux élus, au mouvement social, bref, à la société civile, pour leur permettre de vous soutenir dans les arbitrages financiers qui ne manqueront pas de surgir et dont vos crédits, trop souvent considérés comme somptuaires et improductifs, sont traditionnellement les victimes désignées.

Sans cette perspective, le ministère des finances étant malheureusement ce qu'il est – et je doute qu'il change –, rien ne nous garantit contre de futurs gels ou annulations de crédits remettant en cause votre effort de rattrapage surtout en ces années placées sous le signe de Maastricht.

Ce débat, dont les états généraux de la culture nous montrent la voie, et la définition de priorités sur le plan national sont également nécessaires pour réussir la déconcentration des crédits et se prémunir du double écueil, hélas ! encore trop présent en matière de culture, de l'élitisme et de la démagogie, qui n'existeraient pas l'un sans l'autre et qui se rejoignent dans leur mépris commun du public et, au-delà, du peuple.

Pour accompagner cette déconcentration, je crois utile de créer une structure confrontant élus et représentants de l'Etat, sur le modèle du Comité national de la ville en matière de politique de la ville. Cet exemple a fait ses preuves en favorisant l'échange d'expériences entre villes et en permettant de mieux articuler les politiques de l'Etat et des collectivités. Cet outil fait jusqu'à présent cruellement défaut en matière culturelle.

Au cœur même de l'action gouvernementale, la proposition de la création d'un comité interministériel de la culture – elle est dans l'air du temps – est également une possibilité de soutien non négligeable et peut vous permettre de transformer en atout vos fonctions de porte-parole du Gouvernement, qui, aux yeux de certains, apparaissent plutôt comme un handicap.

Au-delà, il vous incombe également de veiller aux accords internationaux et à la réorientation de la politique européenne qui seront lourdes de conséquences pour la culture. Je pense notamment aux négociations en cours sur un accord multilatéral des investissements dans le cadre de l'OCDE. Ces discussions sont menées par les seuls ministères des finances. Il est primordial de peser dans ce débat et d'en porter les enjeux devant l'opinion publique, notamment étant donné le risque de remise en cause de l'exception culturelle que comportent les convergences technologiques.

Nos autres propositions consistent à élargir les ressources de votre budget de façon durable. Je pense notamment au projet de mon ami Jack Ralite de taxer de façon permanente et à hauteur de 2 % le chiffre d'affaires de la Française des jeux en vue de la création d'un fonds national pour la jeune création artistique et littéraire.

Une taxe sur les profits réalisés sur la base de commandes publiques par les grands groupes bénéficiaires des marchés et des concessions de services publics s'impose également. Ces groupes réalisent des profits énormes qu'ils utilisent pour investir dans la communication et la télévision privée qui devient leur première activité. Il serait logique et juste que le revenu de cette taxe soit symboliquement utilisé pour la formation des jeunes à l'image, que vous appelez de vos vœux.

Enfin, j'en arrive au traditionnel rééquilibrage Paris-province sur lequel les différents orateurs ne manqueront pas de s'attarder. On oublie en effet trop souvent que la ville de Paris dépense beaucoup moins que la plupart des autres métropoles régionales pour la culture relativement à son nombre d'habitants.

M. Alain Bocquet et M. Patrick Bloche. Très juste !

M. Patrick Braouezec. Le moyen le plus efficace de parvenir à ce rééquilibrage consiste donc à faire participer le budget de la ville de Paris soit à l'entretien de certains établissements d'Etat, pour l'accès desquels sa population est privilégiée, soit à un fonds national de solidarité.

Vous le voyez, les pistes ne manquent pas pour nous permettre, l'année prochaine, de voter votre budget sans aucun état d'âme.

Celui que vous nous présentez cette année constitue une première étape – imparfaite peut-être – de la reconstruction de notre politique culturelle. C'est donc dans un esprit d'encouragement et de confiance face à la tâche difficile qui nous attend et qui vous attend que le groupe communiste votera en faveur de ce budget. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste, du groupe socialiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.*)

(*M. Laurent Fabius remplace M. Gilles de Robien au fauteuil de la présidence.*)

PRÉSIDENCE DE M. LAURENT FABIUS

M. le président. La parole est à M. André Aschieri.

M. André Aschieri. Monsieur le président, madame la ministre, mes chers collègues, nous traversons une crise qu'on dit économique alors qu'elle est avant tout politique, morale, sociale et culturelle.

Notre monde, quadrillé par les nouvelles technologies de la communication, changera davantage dans les 10 prochaines années qu'il n'a évolué lors des 150 dernières.

Cette profonde et brutale mutation de société implique de mettre au cœur de notre projet social la formation des hommes et donc, encore et toujours, la culture et l'éducation. Cette crise impose de leur donner la priorité.

Pour cela, il faut aller à contre courant. Parce que nous traversons une crise, il faut davantage investir sur la culture. La culture et l'éducation doivent être les deux piliers de la société du XXI^e siècle.

Pour notre pays, c'est votre ministère, madame la ministre, qui assume une part essentielle de cette lourde responsabilité.

Reconnaissons avec humilité que nous sommes en situation d'échec depuis près de cinquante ans. La culture est encore élitiste et trop centralisée – 42 % des crédits soutiennent les institutions parisiennes. Elle doit abandonner les cimaises et les salles de concert pour aller à la rencontre des plus humbles car elle est un besoin existentiel pour tous. L'art et les artistes doivent retrouver le chemin de la cité.

La réussite des trente-cinq heures sera aussi fonction de l'utilisation des quatre heures libérées et des activités culturelles qui peuvent les enrichir. On a oublié de parler de ces quatre heures libérées, pourtant elles sont importantes.

La grande diversité des cultures de la France et de ses régions cède le pas au franglais, aux disneylands et aux *fast-food*.

M. Alain Tourret et M. Michel Crépeau. Très juste !

M. André Aschieri. L'urbanisme, avec la métropolisation, les cités ghettos, la dégradation et la banalisation des entrées de villes, l'omniprésence des centres commerciaux et la désertification des campagnes, est devenu un enjeu culturel. Il devrait être rattaché à la direction du patrimoine et de l'architecture.

La laideur de certaines banlieues et espaces publics favorise la criminalité. La vulgarité des messages publicitaires accroît l'agressivité. Une société sans culture détruit la nature.

Cependant, la culture ne reste souvent qu'un faire-valoir pour l'Etat et les collectivités ; quelques millièmes sont votés quand tous les autres secteurs sont pourvus. C'est, malheureusement encore le cas aujourd'hui. Elle doit être la colonne vertébrale de notre société. N'oublions pas aussi son rôle économique : Paris sans ses lieux culturels deviendrait un désert ; la Joconde a rapporté plus de devises à la France que Renault.

Cela dit, vous avez obtenu, madame le ministre, une majoration substantielle de 3,8 % de votre budget et nous savons que vous mettrez toute votre énergie, comme vous l'avez fait dans votre ville, pour faire de la culture une priorité.

Je suis convaincu que l'éducation esthétique qui développe la notion du beau, de l'éthique et sans doute du bien, change notre comportement et force au respect de l'environnement. La laideur nous rend malade, La beauté est un message d'espoir.

Le retour de l'artiste dans la cité pourrait se faire avec le concours de l'éducation nationale. Pourquoi ne pas inventer le concept « une école, un artiste » avec une intervention régulière, pour apprendre à écouter et à regarder. Aujourd'hui, on ne sait plus le faire.

Il conviendra de développer l'écologie esthétique, d'éduquer nos enfants afin qu'ils portent un regard critique sur la pollution sonore et visuelle. Vous pourriez créer une instance de recherche sur l'éducation esthétique et sur le rôle de la culture dans notre société.

Il faut, madame la ministre, accorder la priorité aux jeunes car, si tout est possible avec eux dès le plus jeune âge, tout est compromis à l'âge adulte.

Les régimes autoritaires, les partis extrémistes ont compris, eux, l'importance de la culture, son rôle libérateur, créateur, imaginaire, rebelle et progressiste. C'est pour cela que, hier, ils brûlaient les œuvres d'art contemporain et que, aujourd'hui, ils interdisent certaines livres dans certaines bibliothèques.

L'art est le cri d'alarme d'une époque dominée par le profit et l'ultra-libéralisme. Il est le miroir de notre société et donc de nos défauts et de nos faiblesses. De tous les temps et pour tous les peuples, la musique, la littérature et la peinture ont accompagné la vie de l'homme.

Nous sommes condamnés à réussir et nous ne pourrions le faire que par la culture qui est notre seul espoir, car, en cas d'échec, ce sera la victoire des extrémismes, des intégrismes et de l'intolérance.

Même si votre budget n'est pas encore celui que nous aurions souhaité, nous savons que vous vous efforcerez de le développer parce que vous avez compris l'enjeu de votre mission. Aussi, madame la ministre, vous avez la confiance totale des écologistes.

On pourrait penser que j'ai un peu forcé le trait, mais je puis vous assurer que mon propos traduit surtout une conviction profonde et s'appuie sur l'expérience que j'ai menée dans ma commune autour d'un projet culturel dans un environnement politiquement sinistré. (*Applaudissement sur les bancs du groupe Radical, Citoyen et Vert et du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. Jean-Paul Bret.

M. Jean-Paul Bret. Monsieur le président, madame la ministre, mes chers collègues, je m'associerai tout d'abord aux propos de Mme Odette Grzegorzulka : c'est bien un budget de redressement, de reconstruction, qui est proposé à notre examen et à notre vote.

Certes, on peut toujours dire qu'il faut faire davantage. Certes, il faudra aller plus loin demain. Mais après une situation sinistrée, après une baisse régulière des budgets depuis 1994, des amputations de crédits en cours d'exercice, sans oublier diverses opérations de camouflage destinées à masquer des diminutions bien réelles, nous arrivons aujourd'hui à une situation qui marque un net renversement de tendance et une inversion par rapport aux logiques régressives des années antérieures.

Dans ce contexte budgétaire plus serein, je m'en tiendrai à deux points.

J'aborderai d'abord un domaine dans lequel votre action, madame la ministre, a été saluée et suscite de réels espoirs : l'architecture.

Il y a deux ans, la direction de l'architecture était rattachée au ministère de la culture. La raison de ce rattachement relevait plus du désir de camouflage dont j'ai parlé que d'une volonté politique.

De cette situation, vous avez su tirer un parti positif en rapprochant les directions de l'architecture et du patrimoine sous une autorité commune et en annonçant la mise en place de plusieurs mesures qui trouvent une première concrétisation dans ce budget : une augmentation

sérieuse et conséquente des crédits alloués à l'enseignement de l'architecture ; l'engagement d'une réforme de cet enseignement ; la volonté d'intégrer davantage les architectes dans les opérations de rénovation, qui représentent une part importante des marchés publics ; surtout – et c'est en cela que le rattachement de cette direction au ministère de la culture peut trouver tout son sens –, la mise en place d'une politique de sensibilisation du public, de diffusion et de promotion de l'architecture.

De récentes enquêtes ont montré la méconnaissance du grand public à l'égard de l'architecture, celle d'aujourd'hui mais aussi celle d'hier. Il y a là, à l'évidence, un fossé à combler tant dans le domaine de la connaissance que dans celui de la pédagogie et de la vulgarisation du savoir. C'est un immense chantier et je me réjouis que vous vous y engagiez avec autant de résolution.

Le second point concerne la création vivante, la création contemporaine.

Celle-ci reste souvent menacée par un retour du populisme qui invoque le prétexte du populaire. Les municipalités d'extrême droite du sud de la France nous en donnent un avant-goût. Mais, dans d'autres lieux – l'Observatoire des libertés culturelles l'avait souligné il y a quelque temps –, on a pu constater des actes ou des déclarations portant atteinte à la liberté d'expression au nom de la démagogie et du populisme.

Les formes les plus fragiles, les plus « pointues » de la création sont celles qui sont le plus souvent en péril. Là où l'analyse et la recherche l'emportent sur la recherche du succès immédiat, là où il s'agit d'explorer les formes d'une création en devenir, là où il est question d'aventure hors des chemins déjà parcourus, les remises en cause ont souvent été nombreuses.

Cette remarque vaut pour les expressions musicales d'aujourd'hui, qui sont mises à l'honneur lorsque l'on évoque le lien social, les banlieues ou la politique de la ville, mais qui parviennent plus difficilement à se faire reconnaître comme de vraies créations et à entrer ainsi dans le champ culturel.

Elle vaut aussi pour les centres d'art contemporain qui ont été malmenés sous des prétextes divers. L'art contemporain fait l'objet, depuis quelque temps déjà, d'une mauvaise polémique, d'un débat aux accents rétrogrades, avec des arguments ressassés et des dénonciations péremptives.

M. Alain Tourret. Tout à fait !

M. Jean-Paul Bret. Ne nous y trompons pas, ce débat n'est pas de l'ordre de la critique d'art. Derrière ce rejet en bloc et sans nuances de l'art contemporain, ce qui se profile, c'est la remise en question du rôle de l'Etat, du ministère de la culture, de la commande publique et des centres d'art.

Madame la ministre, votre ministère est celui de la création, vous l'avez dit à plusieurs reprises. Il doit servir et promouvoir une culture ouverte, critique, où le doute, l'innovation et aussi la remise en question trouvent toute leur place. Je ne doute pas que telles soient vos intentions. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.*)

M. le président. La parole est à M. Alain Tourret.

M. Alain Tourret. Monsieur le président, madame la ministre, mes chers collègues, la gauche, avec François Mitterrand, s'est identifiée à un projet culturel : projet culturel pour la France et – pourquoi ne pas le dire ? – pour la culture elle-même.

Après la pénombre des dernières années que nous venons de vivre, le budget culturel, comme d'ailleurs le budget de la justice, redevient ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être : une grande ambition pour la France.

Avec une augmentation de près de 4 %, le budget de la culture permettra à la France d'assurer non seulement les grands projets dont la pérennité même était remise en question, mais également d'assurer la culture au quotidien, c'est-à-dire l'égalité des chances, et peut-être aussi les nécessités de l'aménagement du territoire dans ce domaine.

Vous permettrez, madame le ministre, à l'un des rares présidents de fonds régional d'art contemporain, qui a pu exercer ses fonctions dans une région conservatrice, la Basse-Normandie, de vous livrer quelques réflexions.

La culture doit être aussi, et peut-être d'abord, la culture d'aujourd'hui, la culture du contemporain. Or cet art souffre car les principaux budgets culturels, ceux des villes et des régions, traduisent actuellement des choix qui ne s'orientent pas en faveur de la création contemporaine.

Il faut donc renforcer les actions en faveur des arts plastiques, permettre la mise au point de véritables contrats de plan et insérer dans ces contrats qui vont être discutés des actions en liaison avec les fonds régionaux d'art contemporain. Vous avez là un véritable outil, qui avait été créé par Jack Lang, pour la diffusion de la culture contemporaine.

Plus globalement, il m'apparaît indispensable de renforcer les actions des grandes structures régionales, et en particulier des centres régionaux des lettres, qui connaissent actuellement un succès certain. Car, face au développement des médias contemporains, de l'informatique et d'Internet, le livre reste le vecteur essentiel du savoir.

L'analphabétisme touche plus de 10 % des Français. Il s'agit là d'une gangrène qui atteint bien évidemment en premier lieu les populations les plus défavorisées, celle des banlieues mais aussi celle des petites communes rurales, sans oublier la population carcérale, où la proportion d'analphabètes est très importante, ce qui empêche une véritable réinsertion dans la société.

Je souhaiterais donc que vous fassiez de la lutte contre l'analphabétisme, en liaison avec le ministre de l'éducation nationale et celui de la justice, l'une des grandes priorités de votre action.

M. Michel Crépeau. Très bien !

M. Alain Turret. Je souhaiterais également qu'on revalorise le rôle des écrivains publics, afin de lutter contre l'analphabétisme, et que la lecture, si chère au Président François Mitterrand, qui fut le modèle de mon engagement politique, soit la priorité des prochaines années.

Or les crédits d'intervention sont en augmentation de 1 % en 1998 par rapport à 1997, ce qui me semble insuffisant eu égard à l'augmentation des crédits de votre ministère.

Enfin, je note après M. Raymond Douyère, rapporteur spécial, votre volonté d'accroître l'offre culturelle en province. Le député normand que je suis ne peut qu'approuver cette volonté politique de rééquilibrage en direction de la province, ...

M. Marc Dolez. Très bien !

M. Alain Turret. ... qui s'est si souvent sentie à l'écart des grands projets culturels parisiens. Nous souhaitons donc que des relations privilégiées s'instaurent à cet effet entre le ministère et les responsables culturels et politiques de nos provinces.

M. Marc Dolez. Excellent !

M. Alain Turret. Les députés radicaux socialistes saluent votre action en profondeur à la tête du ministère. Ils approuvent votre budget et ils ne vous ménageront pas leur appui tant votre action en faveur de la culture est aussi, et peut-être surtout, une action contre l'extrémisme, contre tous les facismes, contre le Front national et, par là même, une action pour la République. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Radical, Citoyen et Vert et du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. Patrick Bloche.

M. Patrick Bloche. Monsieur le président, madame la ministre, mes chers collègues, j'aurais quelque difficulté – et je ne suis pas le seul – à dissimuler mon plaisir en intervenant ce matin sur le budget de la culture pour 1998, car il marque le terme d'une dérive qui avait progressivement fait de la culture un secteur sinistré de l'action gouvernementale.

L'engagement est tenu, la culture est redevenue une priorité de l'intervention de l'Etat et vous avez, madame la ministre, les moyens budgétaires de votre politique, qui ne saurait naturellement se limiter à un simple redéploiement mais qui, dans la durée, doit permettre une véritable refondation de l'action culturelle dans notre pays. Plus que jamais, le service public de la culture doit s'articuler autour de trois principes : le principe de mutabilité, car la politique culturelle doit pouvoir s'adapter à l'évolution des besoins collectifs ; le principe de continuité, car la politique culturelle ne saurait se satisfaire d'actions ponctuelles, sans cohérence dans le temps ; le principe d'égalité, enfin, qui entraîne avec lui l'idée de la démocratisation dans l'accès à la culture.

Je m'arrêterai un instant sur le sens qu'il est souhaitable de donner au concept de « démocratisation culturelle ». Cet objectif doit en effet se traduire par des gestes forts tant envers ceux qui créent et offrent l'activité culturelle qu'envers ceux qui la demandent et la reçoivent.

J'ai ainsi la conviction que les pratiques amateurs ou semi-professionnelles ne doivent pas être seulement perçues comme un champ parmi d'autres de l'action culturelle, mais bien comme une priorité. Moyens d'épanouissement et d'expression de soi, vecteurs de communication et d'intégration sociale, les pratiques amateurs ne peuvent s'inscrire durablement dans le cadre du seul bénévolat associatif. L'Etat n'a-t-il pas pour mission de permettre le développement harmonieux de ces pratiques diverses et multidisciplinaires par le subventionnement, mais aussi par des incitations à la formation ou par la mise à disposition d'infrastructures ?

Une politique de démocratisation culturelle ne saurait, par ailleurs, se limiter à une politique tarifaire.

En envisageant uniquement nos concitoyens comme des consommateurs culturels, on ne répond pas à la nécessité et au désir d'élévation culturelle, « d'arrachement » à la condition individuelle que permet la fréquentation des œuvres artistiques par le plus grand nombre.

La conquête de nouveaux publics – je pense particulièrement aux jeunes – passe à cet égard par l'école, où l'éveil culturel prend toute son importance et tout son sens.

L'art, la musique, la danse, le théâtre sont autant de domaines où les élèves gagneraient à pouvoir conjuguer esprit de création et désir d'expression ; ce qui m'amène, madame la ministre, à soutenir votre investissement dans deux domaines, l'enseignement artistique et la réforme des rythmes scolaires.

Je compléterai mon intervention en évoquant la répartition des crédits culturels de l'Etat entre Paris et la province, thème abordé, sans réelle surprise, par les deux rapporteurs et certains de mes collègues. Je suis évidemment sensible, comme chacun sur ces bancs, à la nécessité de développer l'offre culturelle en province.

N'ayons pas, cependant, une interprétation trop hâtive des chiffres qui ne prendrait pas en compte le fait que Paris et la province sont deux entités plus complémentaires que réellement concurrentes.

Jules Vallès écrivait : « On a essayé de créer un antagonisme entre lui » – comprenez Paris – « et le reste de la France. On disait qu'il voulait être le maître orgueilleux du pays. Allons donc ! Il n'est que le fils généreux de la patrie ! Il n'est fort et il n'est grand que parce que son sang se renouvelle et se rafraîchit chaque fois que, dans le fond d'un département, un gars de volonté ou de courage est blessé, qui vient laver sa plaie dans l'eau de la Seine et loger son cœur dans le grand cœur de Paris ! »

Cette citation est illustrée tous les jours par les contacts que j'ai en tant qu'élus parisiens.

Qui sont, en effet, les acteurs culturels que je rencontre régulièrement dans ma circonscription et qui ont choisi Paris comme territoire de création, sinon, dans leur grande majorité, des provinciaux ?

« Immense délégation de toutes les provinces », comme disait Mauriac, Paris reste très souvent le lieu d'une reconnaissance, même si la décentralisation engagée depuis quinze ans a bouleversé le paysage culturel de notre pays.

Les Parisiens bénéficient naturellement de l'effort de l'Etat en faveur des grandes institutions culturelles de la capitale. J'observe cependant qu'un équipement aussi prestigieux que l'Opéra Bastille, qui se trouve au cœur de ma circonscription, reste malheureusement étranger aux femmes et aux hommes qui vivent et travaillent dans son environnement.

Il ne s'agit pas pour moi d'évoquer le temps où l'Opéra Bastille se voulait populaire jusque dans son appellation, mais de constater presque banalement que l'art lyrique, du moins à Paris, n'a pas su réellement se démocratiser.

Comme l'actualité nous indique que vous serez sans doute amenée, madame la ministre, à vous saisir bientôt du dossier de l'Opéra national de Paris – doit-on en remercier Patrick Dupond ? – je souhaiterais vivement que vous profitiez de cette occasion pour préciser les missions que vous fixez à la direction de l'Opéra de Paris.

Mme Odette Grzegorzulka. Très bien !

M. Patrick Bloche. Je voudrais enfin appeler votre attention sur le fait que nombre de quartiers périphériques parisiens, notamment dans l'est de la capitale, souffrent d'une réelle pénurie culturelle, alors que l'aspiration à la fête y est grande et que les nouvelles forces de la création y sont présentes et ne demandent qu'à émerger.

Paris manque ainsi cruellement de lieux de travail et de répétition, et la notion de résidence y est quasiment inexistante. On peut donc légitimement s'interroger, à Paris, sur la place de l'artiste dans la ville.

Les Parisiens sont aujourd'hui victimes, d'une part, de la politique élitiste de la mairie de Paris, qui a eu comme principal souci, durant vingt ans, de concurrencer l'intervention culturelle de l'Etat dans la capitale – ainsi une subvention municipale de plus de 100 millions de francs est allouée chaque année au théâtre du Châtelet –, et,

d'autre part, de restrictions budgétaires désormais programmées par une ville endettée, ce qui fait que les investissements culturels chutent de 20 % par an et que les faibles marges de manœuvre qu'on pouvait mobiliser pour l'action culturelle de quartier n'existent quasiment plus.

Si l'effort financier de l'Etat doit diminuer à Paris, de grâce, que cette diminution ne se fasse pas aveuglément, au détriment de ces milliers d'acteurs de la culture du quotidien et de la proximité !

Mme Odette Grzegorzulka. Vous avez raison !

M. Patrick Bloche. « En art et en peinture comme en musique, il ne s'agit pas de reproduire ou d'inventer des formes, mais de capter des forces », disait Gilles Deleuze. C'est en amplifiant et en diversifiant son soutien à ceux qui « captent des forces » que notre pays sera à la hauteur des responsabilités culturelles qui sont les siennes. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.*)

M. le président. La parole est à M. Pierre Carassus.

M. Pierre Carassus. Monsieur le président, madame la ministre, chers collègues, l'importance de la progression du budget de la culture est pleinement significative de la volonté politique du Gouvernement et de sa majorité.

Il convient cependant de tirer les leçons des pratiques regrettables des dernières années, tout en veillant à ce que les crédits votés soient totalement affectés en cours d'exercice budgétaire.

Madame la ministre, nous connaissons votre détermination et nous vous faisons confiance pour qu'il en soit ainsi. La vigilance que se doit d'exercer la représentation nationale, notamment la majorité, ne pourra que renforcer votre propre intervention.

Obligés de reconnaître cette embellie budgétaire, nos collègues de l'opposition semblent avoir pris le parti de vous reprocher une « absence de vision politique ».

M. Hervé de Charette. En effet !

Mme Odette Grzegorzulka. Ils savent de quoi ils parlent !

M. Pierre Carassus. Il est vrai que votre politique ne se distingue pas par l'annonce d'actions d'éclat aux succès médiatiques plutôt faciles : elle va à l'essentiel.

Mme Odette Grzegorzulka. C'est vrai !

M. Pierre Carassus. Elle se structure autour d'une ambition : offrir au plus grand nombre un véritable accès à la culture. Cette démocratisation concernera à la fois le spectacle vivant et le patrimoine.

Les députés du Mouvement des citoyens ne peuvent que se féliciter de cette approche citoyenne de l'action culturelle. Mais ils n'ignorent pas qu'il faudra du temps. Quoi qu'il en soit, votre « budget de reconstruction », pour reprendre votre propre expression, nous engage résolument dans cette voie.

Le premier recentrage qui me paraît décisif concerne l'effort à entreprendre au niveau scolaire. Vous nous avez annoncé que vous alliez dresser un bilan des compétences respectives de l'éducation nationale et des collectivités locales afin d'aboutir à un meilleur équilibre dans le partage du financement. On ne peut que souscrire à cette démarche, surtout si elle doit déboucher sur une participation plus importante de l'Etat. Mais l'impulsion de l'Etat ne doit pas être que financière.

De la crèche à la primaire en passant par la maternelle, des initiatives exemplaires mais, hélas ! par trop isolées, invitent nos enfants à découvrir toutes les expressions artistiques ! Il me semble qu'il revient à l'Etat d'en faire une synthèse pour dégager les axes d'une politique audacieuse et novatrice visant, dès la petite enfance, à éveiller tous les milieux sociaux à la musique, au théâtre, à la lecture et à la peinture.

Madame la ministre, parmi les efforts constatés, nous nous félicitons du soutien apporté aux activités de spectacle vivant, à hauteur de 1,240 milliard de francs. Le développement de la créativité dans notre pays devra en être facilité.

Il est très important que des moyens substantiels soient également dégagés en faveur de la création théâtrale et des activités qui gravitent autour de la danse.

L'effort entrepris en faveur de la création cinématographique est tout aussi remarquable. J'évoquerai ici la formation à la création cinématographique audiovisuelle et multimédia, qui sera assurée par l'École nationale supérieure, mais aussi par des établissements régionaux.

Je suis pour ma part un peu plus perplexe vis-à-vis des mesures envisagées pour la création dans la chanson française. Celle-ci est étouffée par un circuit de distribution où les critères commerciaux l'emportent.

Les quotas imposés aux radios ont sans doute permis d'éviter le pire. Mais ne serait-il pas temps de prendre des mesures qui libèrent des espaces de liberté pour les nouveaux talents ? Ces nouveaux talents existent mais ils ne peuvent s'exprimer.

Madame la ministre, nous sommes, malgré les oppositions résolues de certains, à la veille d'une avancée sociale qui va bouleverser les modes de vie. La réduction du temps de travail à trente-cinq heures libérera de nouveaux espaces pour les loisirs. La quête du vrai, du beau, de la qualité n'est pas spontanée, et trop de concitoyens en sont écartés pour des raisons sociales. Seul un vrai service public culturel peut leur permettre d'y accéder.

Le budget que vous nous proposez est une première étape dans sa reconstruction. C'est pourquoi les députés du Mouvement des citoyens le voteront. (*Applaudissements sur divers bancs du groupe Radical, Citoyen et Vert et sur plusieurs bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. Hervé de Charette.

M. Hervé de Charette. Monsieur le président, je vous remercie d'avoir bien voulu accepter une modification de l'ordre de passage des orateurs à la tribune.

Je suis heureux de renouer avec une tradition à laquelle j'attachais beaucoup d'importance entre 1988 et 1993, alors que je me trouvais, déjà, dans l'opposition : exprimer le point de vue de l'UDF sur le budget du ministère de la culture.

Madame la ministre, vous occupez l'une des plus belles fonctions de la République. Etre ministre de la culture est une grande et noble tâche. C'est une des fonctions essentielles dans un gouvernement que d'être celui ou celle qui a la responsabilité de faire en sorte que notre patrimoine, l'un des premiers du monde, soit préservé et valorisé, et que nos concitoyens, à commencer par les plus jeunes, aient un égal accès à la culture, à toutes les formes de l'expression artistique et de la connaissance des arts.

De votre budget, vous êtes, je le sais, satisfaite et fière parce qu'il est en hausse de 3,8 %.

Dans l'opposition, nous avons, ainsi que l'a dit M. Carassus, un petit peu de peine à gâcher votre plaisir car nous sommes nous aussi satisfaits de cette augmentation.

M. Marcel Rogemont. Vous allez le voter ?

M. Raymond Douyère, rapporteur spécial. Jusqu'à présent, il baissait !

M. Hervé de Charette. Cependant, permettez-nous de vous inviter à une certaine modestie, pour deux ou trois raisons, que je vais rappeler.

D'abord, si votre budget a pu augmenter de 3,8 %, c'est parce que vous avez, au cours des derniers mois, ponctionné 60 milliards de francs sur nos concitoyens et sur les entreprises de France !

Que vous ayez trouvé 500 millions pour la culture sur 60 milliards, c'est bien, mais cela ne mérite pas que l'on se rassemble pour applaudir avec un excès de frénésie...

M. Marcel Rogemont. Applaudissez, c'est tout !

M. Jean-Paul Bret. On se passera de la frénésie !

M. Hervé de Charette. Ensuite, personne n'oublie, et surtout pas les acteurs de la vie culturelle, que vous avez en 1997 maintenu, en dépit des hausses d'impôts décidées au mois de juillet, des gels de crédits que le monde de la culture espérait pourtant que vous feriez disparaître.

Autant dire que si, en effet, mieux vaut un budget de la culture en hausse qu'un budget de la culture en baisse,...

M. Marcel Rogemont. Nous sommes d'accord !

M. Hervé de Charette. ... tout cela doit être apprécié avec réalisme et mesure.

Mais un budget, ce sont des chiffres au service d'une politique, des crédits au service de quelques idées.

Mme Odette Grzegorzka. Sans blague !

M. Hervé de Charette. Je formulerai à cet égard trois observations.

La première au sujet du patrimoine. C'est dans ce domaine que votre effort est le plus manifeste et personne ne boudera son plaisir. Voilà qui est bon pour le patrimoine monumental français ; mais aussi, en termes d'emplois, pour les professions dont la responsabilité est de se charger des travaux de remise en état.

Mais nous serons attentifs à un certains nombre d'aspects. Par exemple, quel sera le programme de sauvetage et de remise en valeur du Grand-Palais ? Nous aimerions avoir à ce sujet quelques indications. Dans votre budget, les crédits concernés s'élèvent à 150 millions de francs mais, si je comprends bien, c'est 1 milliard qui sera nécessaire dans les années qui viennent. Comment et à quel rythme comptez-vous dégager les crédits ?

Quelles sont vos intentions en ce qui concerne le Palais de Tokyo. Vous avez annoncé votre intention d'y installer, à titre provisoire, la Cinémathèque. Qu'en sera-t-il en définitive ?

Où ira le musée des arts premiers ? Quelles sont vos décisions, si elles sont prises ?

Quelles seront vos intentions en ce qui concerne la Fondation du patrimoine, fruit d'une des excellentes initiatives prises par le précédent Gouvernement, et qu'il convient de soutenir et d'encourager ? Il s'agit d'un élément absolument décisif pour le sauvetage du petit patrimoine rural.

Enfin, madame la ministre, je voudrais répéter ce qu'à de nombreuses reprises j'ai déjà dit sans succès – je serais étonné d'en avoir davantage, aujourd'hui : – je suis persuadé qu'en matière culturelle la décentralisation n'a pas accompli tous les pas qu'elle devrait accomplir. Vous pourriez, en ce domaine, aller beaucoup plus loin, notamment en matière de classement des monuments.

J'aspire à une législation qui donnerait, à l'échelon régional sa responsabilité pleine et entière, qu'aujourd'hui il n'a pas.

Ma deuxième observation portera sur l'accès de tous à la culture. S'agissant de l'équilibre des crédits entre la province et Paris, l'article 16 de la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire du 4 février 1995 prévoit l'élaboration d'un schéma des équipements culturels propre à assurer dans les dix ans un équilibre des moyens culturels à raison d'un tiers pour la région parisienne et de deux tiers pour la province. Nous n'y sommes pas. Et encore calculons-nous hors grands établissements publics.

Cela signifie que les grandes capitales régionales sont généralement sous-équipées, que les villes petites et moyennes sont négligées et que le monde rural est totalement ignoré. (*« C'est vrai ! » sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française.*)

Il faut mettre fin à cette situation profondément inéquitable, profondément injuste pour ceux qui vivent dans ces villes et pour le monde rural. C'est pourquoi j'attends, nous attendons de vous des projets, des idées, des initiatives. C'est la condition de l'égalité d'accès de tous à la culture.

Ainsi en va-t-il en matière d'enseignement artistique : on en parle toujours, on fait des lois depuis des années, ...

Mme Odette Grzegorzulka. Nous avons attendu quatre ans !

M. Hervé de Charette. ... mais on attend toujours les réalisations concrètes. Quel sera le ministre de cette République, quel sera le gouvernement qui, enfin, donnera à la jeunesse française l'égalité d'accès à la pratique des arts ?

Aujourd'hui, la pratique culturelle relève des communes : dans les communes rurales comme dans les autres, c'est nous qui prenons les initiatives et si nous ne les prenons pas il ne se passe rien. Je sais bien que cela ne dépend pas que de vous, mais il est temps qu'il y ait un gouvernement qui, à l'instar de ce qu'avait décidé Jules Ferry, veuille bien considérer que l'enseignement des arts comme celui des langues mérite d'être entamé dès l'enseignement primaire, et que cet enseignement ne relève pas des collectivités locales, sauf à leur donner une part de responsabilité dans le fonctionnement des établissements. A vous de choisir !

M. Marcel Rogemont. Belles paroles ! Alors que vous et vos amis aviez tant diminué les crédits de l'Etat !

M. Hervé de Charette. Ma dernière observation portera sur les perspectives d'avenir.

Vous avez créé un fonds de contractualisation avec les collectivités locales doté de 21 millions de francs. Mesure sympathique : simplement, nous serons très attentifs à la façon dont vous utiliserez ces crédits. Nous souhaitons que s'appliquent des règles objectives, assurant l'égalité de toutes les collectivités locales, dans la pratique de cette décentralisation. Nous veillerons à ce que l'on puisse, sur

tous les horizons du paysage politique comme dans toutes les régions, en bénéficiant. Ce point sera évidemment déterminant.

De même, nous aimerions connaître vos intentions en ce qui concerne la célébration de l'an 2000. En vérité, je ne suis pas de ceux qui considèrent cet événement comme devant nécessairement donner lieu à des manifestations pharaoniques. Je crains en la matière les tentations qui peuvent se faire jour. Du moins voudrions-nous savoir où est le budget, et où sont les projets. Sans doute serez-vous en état de nous éclairer tout à l'heure.

Enfin, il est de la plus haute importance que le ministère de la culture soutienne la création contemporaine. Les crédits que vous avez prévus pour le fonds national d'aide à la création passent de 19 à 21 millions. Sans doute est-ce mieux que l'année précédente, mais c'est toutefois modeste.

Bref, vous proposez un budget en progression, ce qui est bien, mais nous avons le sentiment qu'il s'agit d'un budget de la culture sans politique de la culture. C'est la musique sans les paroles.

C'est la raison pour laquelle le groupe de l'UDF ne votera pas le budget que vous nous présentez. Nous souhaitons que les explications et les informations que vous nous apporterez nous fassent changer d'opinion. Je dirai ce qu'il en sera à la fin de la séance. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du groupe du Rassemblement pour la République.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre de la culture et de la communication, porte-parole du Gouvernement.

Mme Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, porte-parole du Gouvernement. Monsieur le président, mesdames, messieurs, je voudrais tout d'abord remercier très vivement MM. les rapporteurs et les différents orateurs qui se sont exprimés pour la qualité de leur travail, de leurs propos et de leurs questions. Cela traduit le vif intérêt que chacun d'entre eux témoigne, au nom de l'Assemblée mais aussi personnellement, au budget de la culture que je vous présente et à la politique qui le sous-tend. Cette qualité facilitera ma tâche de présentation.

Le projet de budget de mon ministère pour 1998 est l'instrument d'une politique culturelle ambitieuse, qu'il nous permettra de mettre en œuvre.

J'ai apprécié que le rapporteur pour avis M. Bourg-Broc juge ce budget comme n'étant pas foncièrement mauvais. Je comprends qu'il ne puisse aller aussi loin que les sénateurs qui ont émis un avis favorable en commission. Chacun doit aussi avoir la liberté d'apprécier sans se lancer dans des polémiques inutiles.

Le budget du ministère de la culture s'établira à 15,109 milliards de francs en dépenses ordinaires et en crédits de paiement, soit une augmentation de 550 millions de francs par rapport à la loi de finances initiale de 1997. Cette augmentation atteint même, ainsi que l'a précisé M. Douyère, 1,174 milliard si l'on ne fait référence qu'aux moyens réellement disponibles en 1997, après les annulations de crédits qui ont été la conséquence des gels décidés par le précédent gouvernement.

Ce budget de reconstruction permet donc une avancée significative vers l'objectif du 1 % du budget de l'Etat défini par M. le Premier ministre. Mais, au-delà de cet objectif, symbolique et cependant important en lui-même car il prouve notre attachement à un domaine essentiel de

l'intervention publique au cœur de tous les enjeux de citoyenneté, c'est la manière de mettre en œuvre le budget et la politique qu'il traduit qui importent.

Ce que je veux démontrer ici, c'est comment, grâce à ces moyens nouveaux, nous pourrions engager une politique entièrement tournée vers la démocratisation de la culture. Beaucoup en ont parlé, mais que veut dire l'accès de tous à la culture ?

J'entends dire parfois que le ministère de la culture deviendrait, en poursuivant cet objectif de démocratisation, une sorte d'animateur social, de médecin d'urgence de la fracture sociale, plus préoccupé de divertissements et de consommation culturelle que de culture et de création.

Cette appréciation est fallacieuse. Il s'agit, bien au contraire, de démontrer que le service public de la culture a un sens. Ce sens réside justement dans la rencontre entre le public et la création, dans le fait que, en permettant à tous de disposer des clés de compréhension et des possibilités matérielles de découvrir une œuvre ou de pratiquer une discipline artistique, on favorise la création plutôt qu'on ne la dégrade, on permet à chacun d'accéder à une compréhension du monde plus large, plus riche, plus libre.

La démocratisation de la culture et la recherche de sa plus grande diffusion n'impliquent absolument pas que le ministère de la culture remette en cause son exigence d'excellence ; tout au contraire, c'est par la qualité de l'offre culturelle que nous pouvons attirer, faire comprendre, partager, convaincre.

C'est aussi pour cette raison que j'ai voulu organiser le projet de ce ministère autour de deux pôles essentiels et complémentaires : d'une part, le spectacle vivant, l'art vivant, celui qui permet la présence physique et le contact direct avec le spectateur et, d'autre part, le patrimoine.

Il s'agit d'en finir avec une vision manichéenne où l'on serait conservateur, ainsi que je l'ai récemment entendu en commission, parce que l'on s'occupe de patrimoine, et progressiste parce que l'on s'occupe de spectacle vivant. L'enjeu de démocratisation concerne l'ensemble des champs culturels et la citoyenneté se constitue autant dans la reconnaissance de notre patrimoine que dans la compréhension de la création la plus contemporaine.

Ma première priorité budgétaire pour l'année 1998 concernera donc la valorisation et la meilleure connaissance de notre patrimoine, au sens le plus large du terme.

Je prendrai pour exemple de la recherche d'une démocratisation dans ce domaine le projet de rapprochement de l'architecture et du patrimoine. J'ai déjà eu l'occasion de le dire en d'autres lieux, la culture met en relation, unit ce qui existe et ce qui pourrait être, affirme le caractère sédimentaire de nos identités. En cela, l'architecture a sa pleine place dans la culture car, à l'évidence, elle est le patrimoine de demain. L'union institutionnelle de l'architecture et du patrimoine que j'ai voulue a donc tout son sens culturel. Non seulement j'assume entièrement le transfert de cette discipline sur le budget de mon ministère mais encore je consacre une part importante des mesures nouvelles à conforter ses missions.

Nous devons en effet penser la ville avec les habitants, les architectes et les urbanistes, prendre en compte les contraintes et les aspirations afin de composer et de recomposer les espaces de vie et d'y trouver, ou d'y retrouver une urbanité, tant il est vrai que notre société est mise au défi de créer une civilisation urbaine où chacun d'entre nous ait sa place.

L'architecture pour tous passe par des actions de sensibilisation des jeunes dans le cadre scolaire ainsi que par la création de lieux d'exposition.

Le palais de Chaillot, pour lequel je prévois 62 millions de francs de crédits d'investissement, en sera un bon exemple puisqu'il intégrera les logiques du patrimoine et de l'architecture et aidera à la création d'un centre national réconciliant mémoire et projets.

L'architecture pour tous, c'est aussi des architectes pour tous. Il n'est pas admissible que l'architecture soit réservée aux plus fortunés, aux mieux informés, et que les deux tiers des travaux de construction ou d'amélioration se fassent sans leur concours. Cela veut dire qu'il faut moderniser la profession pour mieux l'adapter aux besoins. Les sommes que je consacre à la réforme de l'enseignement de l'architecture sont un premier moyen d'y répondre sur le plan budgétaire.

Les écoles voient en effet leur dotation progresser de 19 millions de francs, soit de 14 %. Ces crédits seront de nature à améliorer l'encadrement pédagogique des étudiants, créant ainsi de bonnes conditions pour l'entrée en vigueur de la réforme de l'enseignement. Des postes d'enseignants seront créés et les effectifs d'encadrement renforcés. Les conditions d'accueil des étudiants seront aussi améliorées et, grâce aux moyens d'investissement immobiliers dont nous disposerons, nous pourrions tenir les engagements pris auprès des collectivités territoriales dans le cadre du programme architecture 2000 afin de rééquilibrer l'offre territoriale d'enseignement et de poursuivre les réflexions sur la carte scolaire de l'Île-de-France.

L'architecture pour tous n'a qu'un but : construire une ville de qualité, avec ses espaces d'habitation et ses espaces publics. Il faut tisser des liens avec les logiques du patrimoine puisque le monument historique était jusqu'à aujourd'hui placé sous la responsabilité de la direction du patrimoine tandis que ses abords dépendaient de la direction de l'architecture. La politique patrimoniale de la ville dépendra désormais d'une seule direction, vous l'avez compris. La restructuration administrative est commandée par un projet politique et culturel. Autant il n'est pas possible de découper la citoyenneté en morceaux, autant la ville, l'environnement de la vie de nos concitoyens, doivent être compris comme un tout, à son service, et c'est à nous de nous adapter à l'attente que nos concitoyens formulent.

Après une forte baisse de ses crédits en 1997, le patrimoine monumental *stricto sensu* va connaître un retour à des dotations comparables à celles prévues par la loi de programme sur les monuments historiques de 1994 à 1998. Le projet de budget que je vous présente prévoit ainsi 1 616,52 millions de francs en autorisations de programme consacrées à la restauration des monuments historiques, soit une augmentation de 39,3 %. Cet effort sera complété par l'action de la Fondation du patrimoine que j'ai relancée alors qu'elle semblait bloquée à mon arrivée au ministère. J'ai souhaité que cette fondation consacrée au patrimoine non protégé commence son travail de façon progressive et expérimentale dans le souci d'une harmonisation la plus aboutie avec l'action de l'Etat. Mais, au-delà de cet effort considérable sur les monuments historiques, je compte ajouter à la gestion conservatoire des espaces protégés une politique dynamique de mise en valeur du cadre de vie.

Dans ses projets d'investissement propres, le ministère de la culture intégrera ses préoccupations de qualité grâce au concours de la mission interministérielle sur la qualité des constructions publiques, mais aussi grâce à la création

d'un nouvel établissement public constructeur né de la fusion de l'établissement public du Grand Louvre et de la mission interministérielle pour les grands travaux.

Cet établissement assurera la maîtrise d'ouvrage ou la conduite d'opérations de nombreux investissements comme la restauration du Grand Palais, la construction du Centre de la mémoire contemporaine de Reims.

En tout, ce sont 970 millions de francs d'autorisations de programme qui seront ouverts en 1998 et dont l'établissement public constructeur aura la charge.

Cet établissement est destiné aussi à intervenir dans le cadre de travaux importants en province comme l'exemple du Centre de la mémoire contemporaine le prouve. Je me suis longuement expliquée sur ce que j'entends faire pour le patrimoine urbain parce qu'il est emblématique du rapport que la politique culturelle entretient avec la constitution de la citoyenneté. Mais je n'envisage pas une politique du patrimoine qui ne prenne pas en compte aussi ses autres aspects essentiels.

Notre patrimoine est artistique, littéraire mais aussi scientifique et technique. J'entends également le valoriser et le faire connaître. Ainsi, l'ouverture de nouveaux lieux pour les musées sera possible grâce aux crédits que le ministère entend consacrer aux nouvelles salles du musée du Louvre et de l'union centrale des arts décoratifs, mais aussi à de nouveaux musées comme celui consacré à l'art et à l'histoire du judaïsme et aux musées régionaux qui bénéficieront de plus de 90 millions de francs pour leur rénovation.

Le projet de création d'un Institut national d'histoire de l'art s'inscrit également dans cette politique de valorisation artistique grâce à une alliance très forte avec la recherche et l'enseignement. Pour cette opération, 20 millions de francs seront ouverts afin de pouvoir commencer les études concernant le cœur du projet situé rue Vivienne à Paris.

Les crédits d'acquisition consacrés au patrimoine artistique sont également sensiblement augmentés, de 29 millions de francs. Le fonds du patrimoine sera ainsi doté au total de 97 millions de francs, réservés en priorité à l'acquisition des œuvres ayant fait l'objet d'un refus de certificat arrivant à échéance. Il s'agit d'éviter leur sortie du territoire et un appauvrissement de notre patrimoine artistique national.

De plus, des efforts importants seront menés afin de faire découvrir notre patrimoine littéraire. Pour ne citer qu'un exemple, la Bibliothèque nationale de France constituera le centre du réseau national des bibliothèques, avec 20 millions de francs consacrés essentiellement aux actions de coopération qu'elle engagera avec les bibliothèques françaises. En outre, de nombreuses actions seront engagées pour rendre le livre accessible à tous les publics, avec un effort particulier en faveur des enfants et des étudiants.

La Bibliothèque nationale de France offrira 3 895 places de lecture. Le rez de jardin, réservé aux chercheurs, sera ouvert en 1998 et le haut de jardin sera ouvert aux jeunes à partir de seize ans et non de dix-huit ans, comme prévu.

Le deuxième pôle structurant de ma politique culturelle sera le spectacle vivant. Les enjeux liés à la démocratisation de la culture y sont également particulièrement sensibles. Celle-ci passe par l'élargissement des publics mais aussi par l'encouragement et la reconnaissance des nouvelles pratiques artistiques. Afin de donner tout son sens à cette notion de spectacle vivant, j'envisage de rapprocher les directions de la musique, de la danse et du

théâtre et des spectacles dans la même logique que celle que je viens de rappeler pour le patrimoine et l'architecture.

J'espère aussi associer dans le cadre de la transformation de cette nouvelle direction le théâtre amateur, qui n'est pas pour l'instant rattaché au ministère de la culture, ce qui handicape grandement la logique entre le théâtre de création, la pratique amateur et l'enseignement même du théâtre. Au spectacle vivant seront consacrés 4,24 milliards. Cette progression de 277 millions de francs par rapport à 1997 témoigne à elle seule d'un attachement à la création artistique la plus riche et à sa diffusion la plus large.

Le cinéma fait également partie de cette priorité. L'an prochain, 222,7 millions de francs y seront consacrés en dépenses ordinaires sur le budget du ministère de la culture, ainsi que, je le rappelle pour mémoire, 2,425 milliards de francs provenant du compte de soutien, contre 2,29 milliards de francs cette année.

Ces moyens supplémentaires aideront à mieux faire connaître le spectacle vivant et à en assurer la plus grande diffusion. Ils aideront également à mieux soutenir la création. La politique de diffusion du spectacle vivant est organisée autour de trois axes : conforter le réseau d'institutions et d'établissements publics, acteurs majeurs de la diffusion ; renforcer les moyens consacrés à l'enseignement des disciplines du spectacle ; proposer une offre de spectacles plus importante en régions.

D'abord, le réseau des institutions culturelles est conforté, et une charte du service public du spectacle vivant sera élaborée, en concertation, et j'insiste sur ce point, avec l'ensemble des professions intéressées. Il ne s'agit pas de l'imposer, mais bien – je réponds à Mme Grzegorzulka – d'insister sur le service public. En effet, il faut répondre à son attente et l'intégrer dans la démarche de réflexion qui doit accompagner l'élaboration de cette charte. Celle-ci nous permettra de donner ainsi corps à notre objectif d'élargissement des publics.

Les établissements publics du ministère ont aussi un rôle important à jouer dans cette politique de diffusion. J'entends à la fois optimiser l'allocation des moyens logistiques et financiers qui leur sont attribués et renforcer et enrichir l'exercice de la tutelle sur ces établissements.

C'est la raison pour laquelle j'ai souhaité donner à l'Opéra national de Paris les moyens nécessaires à la poursuite de son projet artistique dans un régime de croisière, avec un objectif de 350 représentations par an pour près de 800 000 spectateurs. L'Opéra national de Paris recevra ainsi une subvention de fonctionnement de 566 millions de francs, en augmentation de 23 millions de francs par rapport à cette année. Je tiens à souligner que cette subvention va couvrir l'ordre de marche de l'établissement, l'activité artistique étant assurée par les ressources propres. Je rappelle que le taux moyen de remplissage de 90 %.

Je voudrais également souligner, monsieur Bloche, que les actions de participation de cet établissement à l'éducation artistique font partie des obligations de l'Opéra. C'est ainsi que sont accueillies des classes d'élèves qui ont accès aux coulisses. Certaines d'entre elles font de véritables travaux pratiques d'élaboration de spectacles. De la même façon, la possibilité de diffusion audiovisuelle des spectacles de l'Opéra offrant l'accès de ces spectacles à un plus grand nombre s'améliore peu à peu.

Deuxième axe de la politique de diffusion culturelle : la formation et l'enseignement des disciplines artistiques seront renforcés. Des moyens supplémentaires importants

sont prévus pour l'enseignement de la musique : 8 millions de francs de crédits d'intervention supplémentaires et 11 millions de francs d'autorisations de programme pour les investissements. Les dotations seront employées principalement à consolider le réseau des conservatoires nationaux de région et des écoles nationales de musique, de manière à améliorer la qualité de l'enseignement et à favoriser l'apprentissage de disciplines nouvelles.

Les interventions en milieu scolaire, qui seront multipliées, constituent l'un des plus sûrs moyens de sensibiliser les jeunes à la création musicale. L'éducation à l'image, en particulier en direction des plus jeunes, sera également encouragée.

Je voudrais maintenant apporter quelques réponses, mesdames, messieurs les députés, à vos nombreuses questions sur l'enseignement artistique. Je répondrai d'abord au rapporteur spécial, M. Douyère. L'évolution des crédits de subventions concernant les écoles d'enseignement artistique n'ayant pas le statut d'établissement public passera de 124 millions de francs en 1997 à 149 millions de francs, soit une augmentation de 4 %. En matière de musique et de danse, les crédits passent de 207 millions de francs à 214 millions de francs, soit une augmentation de 3,1 %. Pour le théâtre, de 16 millions de francs ils passeront à 19 millions de francs. L'augmentation est également significative pour les arts plastiques, la musique, la danse et le théâtre, puisque nous passerons de 347 millions de francs à 362 millions de francs, soit une augmentation de 4,3 %.

En plus des 15 millions de francs de mesures nouvelles consacrés aux écoles délivrant des enseignements artistiques, qui ne sont pas établissements publics, d'autres mesures nouvelles sont prévues pour les bourses et les actions en milieu scolaire : 1,5 million de francs pour le livre et la lecture, 1,25 million de francs pour le cinéma et l'audiovisuel, 4 millions de francs pour la sensibilisation à l'architecture en milieu scolaire et 10 millions de francs venant du fonds de contractualisation consacré tout particulièrement à l'enseignement. En tout, ce sont donc 32,75 millions de francs qui sont consacrés en mesures nouvelles aux enseignements artistiques en dehors des établissements publics. Voilà donc, monsieur le rapporteur, les précisions que je souhaitais apporter en répondant à votre question.

Troisième axe, l'offre culturelle en région sera accrue. Je souhaite que soit mis en place un fonds de contractualisation avec les collectivités territoriales – je l'évoquais à l'instant à propos de l'enseignement artistique. Il permettra de coordonner les efforts des partenaires publics, d'encourager le développement de projets innovants. Ce fonds va être doté de 23 millions de francs. Il encouragera la coopération entre collectivités dans des expériences innovantes et permettra de diffuser l'enseignement des disciplines artistiques à l'égard du plus grand nombre.

Par ailleurs, des institutions culturelles nouvelles consacrées au spectacle vont être implantées dans les régions. C'est le cas, par exemple, du Centre national du costume de scène de Moulins, qui sera lancé en 1998, ou du Cargo à Grenoble. La friche de la Belle de Mai à Marseille, lieu innovant et pluridisciplinaire, fera également l'objet d'un programme d'investissement. Ce ne sont là que quelques exemples. Je vous fais grâce de la liste exhaustive.

Enfin, la politique de convention de développement cinématographique sera poursuivie pour favoriser le rapprochement des cinémas les plus diversifiés – des grands films populaires aux œuvres d'art et d'essai – et de la population la plus large. J'accorde évidemment aussi

beaucoup d'importance à l'aide que nous pouvons apporter aux festivals s'ils peuvent répondre à une double préoccupation d'aménagement du territoire et d'innovation artistique, de renouvellement des formes culturelles.

J'ai indiqué combien il était essentiel de ne pas disjoindre l'objectif de démocratisation des pratiques culturelles et la politique d'excellence. C'est pourquoi nous devons mieux encourager les formes nouvelles de création dans le domaine du spectacle. Ainsi, 8 millions de francs supplémentaires seront alloués en 1998 au soutien à la création théâtrale et aux arts de la rue. La création chorégraphique sera encouragée. Le Centre national de la danse, installé à Pantin, participe de cet effort. De même, je souhaite que les musiques actuelles bénéficient de moyens nouveaux pour que l'on puisse aménager des lieux appropriés à cette nouvelle forme de création artistique.

Mme Odette Grzegorzka. Très bien !

Mme le ministre de la culture et de la communication. L'année 1998 verra donc le lancement de nombreux chantiers dont la finalité est que la culture appartienne à tous les citoyens. Le projet de budget que je vous présente traduit cette ambition. Mais, au-delà de l'évolution des crédits budgétaires, il faut aussi réformer les modes d'administration pour mettre en œuvre ce grand projet.

La mise en place d'une véritable proximité culturelle implique en effet que l'on inscrive l'action du ministère dans le cadre local, au niveau des régions, des départements, des villes, des communes, et que l'on y associe étroitement l'ensemble des partenaires publics œuvrant dans le domaine de la culture. Une politique systématique de contractualisation avec les collectivités territoriales sera mise en œuvre.

Je partage à ce propos la préoccupation exprimée par M. le rapporteur spécial sur la fiscalité des associations culturelles, comme j'accorde la plus grande importance à la définition d'une formule d'établissement culturel permettant de répondre à l'attente des parlementaires, mais aussi des élus locaux, afin de favoriser le développement de leurs initiatives en région.

Sur le plan fiscal, les collectivités locales ont d'ores et déjà la faculté d'exonérer les associations culturelles de 50 % de la taxe professionnelle. Je souhaite que l'étude lancée à l'initiative du Premier ministre sur l'ensemble de la fiscalité des organismes culturels aboutisse à la décision de porter cette exonération à 100 %. Une telle mesure permettrait de favoriser l'investissement, mais aussi de soutenir l'effort des collectivités territoriales et de l'Etat, qui est fort important en la matière.

La coopération avec les collectivités locales s'accompagnera d'un mouvement de déconcentration en faveur des directions régionales des affaires culturelles. Les DRAC, j'y insiste, s'affirmeront dans tous les domaines comme l'instance de gestion de droit commun des crédits d'intervention. La nomenclature du budget de la culture pour 1998 porte la marque de cette orientation, qui me paraît essentielle. Au sein du titre IV, en particulier, j'ai voulu que soient distingués les crédits des institutions nationales et ceux des organismes culturels implantés dans les régions ; ils sont désormais inscrits dans deux chapitres budgétaires différents.

Mesdames et messieurs les députés, je n'ai pas fait de maquillage dans le budget que je vous présente.

Mme Odette Grzegorzka. Ça change !

Mme le ministre de la culture et de la communication. J'assume aussi l'étape nouvelle et forte qu'il représente en matière de déconcentration des crédits.

Autant il faut rendre hommage à l'ensemble des collectivités, qui contribuent pour 60 % à l'investissement culturel sous toutes ses formes, autant l'Etat doit être présent, constant et fiable sur le terrain de la culture, notamment en fixant les orientations relatives à la déconcentration et en conduisant de grandes politiques relayées dans les régions au moyen des instructions données aux DRAC.

Il convient aussi, comme l'a souligné Mme Grzegorzulka, de mieux prendre en compte le rôle essentiel que jouent les fonctionnaires régionaux de la culture, qui, aujourd'hui, sur le plan professionnel, ne sont pas suffisamment reconnus. Nous poursuivons le transfert de moyens humains et financiers qui doit permettre aux DRAC d'être les meilleurs interlocuteurs des partenaires locaux, élus ou professionnels. Nous souhaitons aussi, dès 1998, par une évolution de leur indemnité, assurer à ces fonctionnaires la reconnaissance des missions qui leur sont dévolues.

La distinction budgétaire entre les sommes affectées aux établissements publics nationaux et aux établissements et structures installés en région doit améliorer la capacité des services déconcentrés à programmer leurs actions au profit des bénéficiaires de subventions que sont les orchestres, les compagnies dramatiques, les centres d'art et bien d'autres organismes régionaux, départementaux ou communaux.

De manière à préserver la capacité d'appréciation du Parlement ainsi que le suivi des dépenses par l'administration centrale du ministère, j'ai voulu que chacun des deux nouveaux chapitres soit subdivisé selon les grands secteurs d'intervention culturelle : le patrimoine ; les spectacles ; le développement culturel et les formations.

Je conçois bien que le passage de l'une à l'autre nomenclature ait pu entraîner des difficultés de lecture. Mais je crois que la nouvelle nomenclature, tout en sauvegardant la capacité d'appréciation politique par domaine, permet de faire un pas important vers la déconcentration, synonyme, pour moi, de développement culturel dans les régions.

L'administration de l'Etat s'engage ainsi dans une importante réorganisation. Je tiens à souligner que le ministère de la culture joue le rôle pilote qui lui est reconnu dans ce domaine. L'administration centrale rationalisera ses modes d'intervention ; elle se recentrera sur ses missions principales de définition et d'évaluation des politiques nationales.

Mesdames et messieurs les députés, la culture, ce n'est pas seulement un ensemble d'œuvres exposées au regard du public. Ce n'est pas non plus une médecine sociale. La culture est au cœur du lien social ; elle est la marque et la preuve d'une société en mouvement.

Une administration modernisée, capable de dialogue et de coopération avec les acteurs locaux, et surtout à même d'accompagner ce mouvement au service d'un objectif – la démocratisation de la culture – voilà ce que ce projet de budget nous permettra de mettre en œuvre dès 1998.

J'en viens à quelques réponses complémentaires.

A propos de l'aménagement du territoire, beaucoup d'entre vous ont évoqué le lien Paris-province. Le vrai déséquilibre est entre Paris, sa banlieue et le reste de la France, mais aussi entre les grandes villes et leur périphérie. J'ai le souci d'un rééquilibrage, amorcé en 1998 à

la fois sur les crédits d'intervention et les crédits d'équipement du ministère, qui tiennent compte de l'appétit culturel de la population française sur l'ensemble du territoire national.

En 1998, 72,6 % des crédits du titre IV seront consacrés aux interventions culturelles en province, pourcentage qui atteint 78,4 % si l'on y ajoute l'Île-de-France. En ce qui concerne les investissements, ce sont 86 % des crédits du titre V et 63,8 % de ceux du titre VI qui vont être dépensés ailleurs qu'à Paris. J'entends poursuivre et accentuer ce mouvement au-delà de 1998.

S'agissant de la politique de la ville, le ministère de la culture contribue à hauteur de 60 millions de francs au Fonds d'intervention pour la ville. Je souhaite que la collaboration déjà intense et féconde avec le ministère de l'emploi et de la solidarité devienne de plus en plus efficace pour que cette enveloppe soit utilisée de la manière la plus conforme à nos priorités respectives. Je ne crois pas à la politique des coups médiatiques, des annonces qui ne sont pas suivies structurellement, dans le temps, de politiques concrètes permettant aux gens de se rendre compte que l'effort de l'Etat est respectueux de leur attente et de leur engagement.

Mme Odette Grzegorzulka. Vous avez raison !

Mme le ministre de la culture et de la communication. C'est un souci que traduit l'ensemble du projet de budget en matière de diffusion et d'enseignement comme de création.

Pour la lecture, par exemple, nous avons cherché à élargir l'accès des différents publics au livre.

Notre priorité est de répondre à l'attente du public jeune par des partenariats renouvelés avec le monde scolaire et les collectivités locales, ou encore en favorisant les parrainages de classe en ZEP ou en zone rurale par des écrivains. C'est un travail sur le long terme.

Nous avons adopté la même démarche vis-à-vis des étudiants, car notre objectif est de leur donner à lire autrement que dans le seul cadre des programmes d'étude.

De même, sur les crédits déconcentrés de 1998, nous avons accru le soutien aux relais-livres en campagne, services polyvalents, ainsi qu'aux services traditionnels des bibliothèques de ville ou de zone rurale, tout en y intégrant l'accès aux nouvelles technologies, dont Internet. Les contrats ville-lecture passés entre l'Etat et les collectivités pour les projets les plus innovants participent de la même démarche.

Il convient aussi d'établir des tarifs qui rendent l'offre culturelle plus accessible. M. le rapporteur spécial a évoqué à ce propos le chèque culturel, initiative prise récemment par le ministère de la culture et qui mérite d'être développée. Il ne s'agit pas de relancer la carte-culture, expérience qui remonte à plusieurs années, qui a sans doute inspiré les propositions ultérieures formulées notamment par le Président de la République, mais qui, au plan national, est très compliquée à mettre en œuvre. Le modèle dont nous nous inspirons est celui du chèque-vacances. En l'adaptant, tout en maintenant le principe de compléments de financement par les employeurs ou les comités d'entreprise, nous avons pour objectif de stimuler l'accès de tous nos concitoyens à la culture.

La situation des intermittents du spectacle pose un problème constant. J'attache le plus grand prix à le régler dans les délais fixés par le rapport Cabanes. Nous devons améliorer le fonctionnement des entreprises de spectacle vivant en modifiant l'ordonnance de 1945 ; le projet de réforme a été déposé sur le bureau de l'Assemblée natio-

nale le 10 septembre dernier. Simultanément, nous avons commencé à mettre au point un dispositif de lutte contre le travail illégal. Une convention nationale de partenariat pour la lutte contre le travail illégal dans le domaine du spectacle vivant et du spectacle enregistré a été signée, le 21 mai 1997, par les différents départements ministériels concernés. Une circulaire qui rappelle et renforce les dispositions de la circulaire interministérielle du 26 mars 1993 relative à l'attribution des subventions vient également d'être signée. Le projet de réforme de l'ordonnance de 1945 sur les spectacles comporte un article qui interdit le versement de subventions aux entreprises ou associations qui ne respectent pas leurs obligations sociales et les règles applicables aux contrats de travail. Une mesure législative sera proposée pour lever le secret professionnel entre les URSSAF et les services du ministère de la culture, et autoriser ainsi l'échange d'informations entre les agents qui contrôlent et ceux qui attribuent les subventions. La mesure portant création d'un guichet unique pour le recouvrement des cotisations des artistes interprètes et des techniciens employés par les organisateurs occasionnels de spectacle vivant est « pilotée » depuis septembre par un inspecteur général des affaires sociales. Enfin, pour rendre plus strictes les conditions de recours au contrat de travail à durée déterminée d'usage, une commission mixte paritaire est en cours de constitution. L'inspecteur de l'IGAS chargé de ce dossier travaille activement depuis plusieurs mois pour obtenir une représentation patronale cohérente et regroupée, qui permette d'engager la négociation au fond.

Je voudrais aussi évoquer la participation du ministère de la culture au plan emploi-jeunes mis en œuvre par le Gouvernement. Des moyens humains nouveaux pourront ainsi être mobilisés sur des emplois qualifiés : médiateurs du livre ayant pour mission d'étendre la fréquentation des bibliothèques aux publics qui n'en sont pas usagers ; animateurs de relais-livres ; animateurs culturels en milieu hospitalier ou pénitentiaire chargés d'établir de véritables programmes culturels à l'intérieur des établissements ; architectes intervenant en milieu scolaire ; agents de développement du patrimoine ; agents d'aide à la gestion des petites structures culturelles, dans les domaines de la comptabilité, de la stratégie, de la communication et des moyens techniques ; animateurs formateurs en multimédia. Je compte sur les jeunes de ce pays pour mettre en œuvre cette ambition culturelle qui concerne l'ensemble de nos concitoyens.

Cet effort s'inscrit effectivement, monsieur Aschieri, dans l'immense révolution technologique que notre société est en train de vivre, une révolution où nous devons conserver les valeurs que la culture apporte à l'humanité tout entière. La culture ne peut se comprendre refermée sur la tradition nationale ; elle doit s'ouvrir tant aux réalités sociales de notre pays qu'à la création et à la diffusion des cultures qui nous entourent. Nous devons y veiller en réaffirmant, dans les négociations internationales, et notamment celles de l'AMI, la volonté de préserver la connaissance de notre langue, la liberté et la force de création de notre pays. Mais nous devons toujours garder à l'esprit que la culture sera d'autant plus forte, d'autant plus inventive qu'elle saura convaincre et attacher le plus grand nombre de nos concitoyens. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe Radical, Citoyen et Vert et du groupe communiste.*)

M. le président. Mes chers collègues, nous allons passer aux questions. Vous connaissez la règle : questions courtes, réponses courtes.

La première série de questions sera posée par le groupe UDF.

La parole est à M. Edouard Landrain.

M. Edouard Landrain. Madame le ministre, ma question portera sur le cinéma, dont vous avez peu parlé malgré son importance culturelle.

De nombreux départements aident au maintien de salles de cinéma dans le milieu rural en participant aux investissements qui permettent leur fréquentation par les scolaires et en organisant avec l'État des opérations exemplaires telles que « Collèges au cinéma » ou « Cinéma-enfance ». Tout serait donc pour le mieux si l'arrivée de grands ensembles cinématographiques dans les banlieues et le lancement d'opérations commerciales, telles que le cinéma à dix francs, forme de *dumping* culturel, n'avaient entraîné pour toutes ces salles associatives, déjà en difficulté, une chute de leur chiffre d'affaires. Elles ont du mal à survivre et la valeur économique du spectacle cinématographique n'a plus rien à voir avec le sens commun.

Il importe de soutenir les initiatives des associations de défense du cinéma. Celles-ci participent, avec leurs moyens, au maintien sur l'ensemble du territoire national d'une culture plurielle, qui, seule, peut résister à l'essor d'une culture normée par des règles essentiellement commerciales.

Comment entendez-vous contrôler les pratiques contestables des grands complexes qui asphyxient nos communes rurales ? Que comptez-vous faire pour aider le cinéma français à triompher de la toile paralysante qui tente de recouvrir le pays et pour aider les salles associatives à survivre ? Envisagez-vous, en particulier, d'agir à leur profit au niveau du taux distributeur, que l'on pourrait très fortement abaisser ? Avez-vous l'intention de poursuivre avec le CNC des opérations telles que « Collèges au cinéma » ?

Il est temps d'agir car, si nous ne le faisons pas, nous risquons d'assister à la disparition d'une animation de première qualité en milieu rural, annonçant peut-être la mort du cinéma français, cette mort que d'autres pays européens ont déjà connue.

M. le président. La parole est à Mme la ministre.

Mme le ministre de la culture et de la communication. Monsieur le député, pour répondre au souci des élus, nous avons préparé un guide, qui sera prochainement diffusé, concernant les multiplexes et les problèmes qu'ils peuvent poser en matière d'aménagement du territoire. Nous souhaitons rappeler aussi, à cette occasion, que la diffusion du film doit se faire dans la plus grande diversité des salles, notamment municipales ou associatives, mais aussi dans le cadre de projets qui, associant des responsables privés, ajoutent au spectacle pur une dimension de sensibilisation de la jeunesse à la culture cinématographique. S'il est clair, en effet, que le cinéma est, avec le patrimoine, la pratique culturelle la plus prisée des Français, il est tout aussi clair que nous manquons de moyens pour diffuser une véritable connaissance du cinéma.

C'est dans ce cadre que l'installation du projet de palais du cinéma a été prévue dans le Palais de Tokyo. L'arbitrage entre les différents sites évoqués pour le musée des arts premiers devrait intervenir d'ici à la fin de ce mois. Nous serons donc bientôt fixés.

Le palais du cinéma, grâce à la cinémathèque et à actions non seulement de conservation et de valorisation du patrimoine, mais aussi de diffusion dans l'ensemble du pays, permettra de renforcer ce réseau avec des moyens

complémentaires. Par conséquent, votre souci sera pleinement pris en compte dans la politique que nous voulons engager.

M. Edouard Landrain. Il y a urgence !

M. le président. La parole est à M. Christian Kert.

M. Christian Kert. Madame le ministre, vous avez déjà évoqué, au cours de ce débat, le devenir de l'art lyrique en France dont le moins que l'on puisse dire est que l'extrême diversité de ses modes de fonctionnement constitue un handicap sérieux pour la gestion des dix-huit théâtres français. Il devient évident que votre ministère va devoir opérer des choix déterminants pour l'avenir de ce secteur culturel. Je n'y reviens donc pas, sinon pour souligner que l'art lyrique en France ne pourra être sauvé que par une implication forte de l'Etat.

Ma question, très proche de cette préoccupation, porte sur les festivals lyriques. Vous comprendrez que je prenne l'exemple des soirées mozartiennes d'Aix-en-Provence, festival qui fêtera son cinquantième anniversaire en 1998. D'ailleurs, si ce festival est en mesure de fêter cet anniversaire, il le doit à un engagement fort de l'Etat décidé voici deux ans.

Dans ce contexte de difficultés du lyrique, je voudrais savoir, madame le ministre, si vous souhaitez bien, comme vous l'avez laissé penser, soutenir les festivals qui deviennent, au fil des années, de véritables temps forts de cet art ? Estimez-vous comme votre prédécesseur, que, sur quelques grandes scènes lyriques estivales – Aix-en-Provence ou Orange dont mon collègue Thierry Mariani vous entretiendra dans quelques instants –, il appartient bien à l'Etat de venir en aide aux collectivités territoriales, lesquelles ne peuvent plus assurer seules le coût des véritables festivals, ceux qui créent, ceux qui imaginent, ceux qui innovent.

Cela est autant plus important que l'aide de l'Etat a pour corollaire induit de rassurer les mécènes éventuels et de faciliter des opérations de partenariat entre l'art et l'entreprise. Peut-être devrions-nous également nous pencher sur la possibilité de mieux recourir en France à la solution du mécénat ?

Les grandes places festivières lyriques françaises sont peu nombreuses. Elles ont, comme les théâtres-opéras, besoin d'aborder le prochain siècle dans la cohérence financière et dans un climat d'indépendance par rapport à d'éventuelles pressions locales.

M. le président. La parole est à Mme le ministre.

Mme le ministre de la culture et de la communication. Monsieur le député, il existe, dans notre pays, plusieurs centaines de festivals organisés autour de thématiques diverses, avec une histoire plus ou moins longue, des publics initiés ou novices. Il est évident que le ministère de la culture ne peut les soutenir tous. Sa mission est d'aider les festivals qui accomplissent un véritable travail artistique et culturel de fond et non de procéder à du saupoudrage, pour répondre à toutes les demandes. Il faut que les manifestations présentent suffisamment d'intérêt pour nos concitoyens.

L'appréciation du ministère se fonde sur deux critères.

Le premier, majeur à mes yeux, est le caractère innovant de la manifestation, qu'il s'agisse de la valorisation de nouvelles formes artistiques, d'un tremplin pour la jeune création ou d'un lieu d'expérimentation pour la nouvelle génération d'artistes. Bien des projets correspondent déjà à cette orientation, comme celui d'Aix-en-Provence où l'on veut associer un véritable travail de for-

mation pour les jeunes artistes et l'échange entre les artistes ou créateurs confirmés et les plus jeunes. Tel est aussi le cas pour le festival de musique contemporaine, *Musica*, puisque le fait que les compositeurs résident ensuite sur place permet de développer tout au long de l'année, des acquis significatifs.

Le deuxième critère que je souhaite prendre en compte est lié à notre préoccupation d'aménagement du territoire. Il est, en effet, indispensable que nous puissions répondre, dans toutes les régions, aux initiatives tendant à organiser des manifestations phares et fortement perçues sur le plan national et international, au lieu de surconcentrer les atouts en quelques lieux.

Cette double préoccupation s'applique à l'ensemble des festivals, des plus modestes au plus importants. Le festival le plus intéressant n'est pas forcément celui qui coûte le plus cher. Il existe ainsi des festivals très intéressants du point de vue culturel et artistique, mais de moindre envergure que certains autres qui ont beaucoup plus de moyens.

Je tiens également à apporter quelques précisions en matière de financement.

Certes, je suis également favorable à ce que l'on encourage le mécénat culturel, mais en appelant l'attention des mécènes actuels ou potentiels sur l'ensemble du champ où leur intervention peut être souhaitée, c'est-à-dire non seulement la diffusion, mais aussi les écoles et la création.

Il convient néanmoins de toujours rester très prudent, surtout lorsque l'on escompte une part trop importante de mécénat ou de financement privé. Certains exemples, comme le retrait récent de la participation de 4 millions de francs qu'un groupe d'assurances apportait pour financer une salle d'exposition à Paris, démontrent que le financement privé n'est pas forcément constant. Il est donc indispensable d'assurer d'abord structurellement le financement des manifestations entre l'Etat et les collectivités pour en garantir la qualité, meilleur atout pour mobiliser le financement privé et la pérennité. En effet, les collectivités, les artistes, les professionnels eux-mêmes et l'Etat veulent bien prendre certains risques à condition qu'ils soient mesurés et que la solidarité financière soit établie entre toutes les parties prenantes.

M. le président. La parole est à Mme Bernadette Isaac-Sibille.

Mme Bernadette Isaac-Sibille. Madame le ministre, le montant total des crédits consacrés à nos enseignements artistiques est en progression et je m'en félicite car il faut permettre aux jeunes et aux moins jeunes d'avoir une autre dimension de la vie que les achats au supermarché ! Seule la culture abordée en acteur et non pas en consommateur le permet.

Je me réjouis aussi de voir que les budgets des grands établissements, dont le conservatoire de Lyon, sont augmentés, même si nous aurions souhaité un accroissement un peu plus conséquent.

Les interventions en milieu scolaire restent sensiblement au niveau établi dans le budget de l'an dernier, mais je déplore que les crédits « Enseignement et formation » du budget 1997 aient subi une très forte annulation de près de 42 millions. Dans ces conditions, en effet, comment formera-t-on les formateurs ?

Madame le ministre, ma question concerne la déconcentration des crédits des enseignements artistiques à laquelle vous avez fait allusion dans votre intervention.

Vous connaissez l'importance des écoles de musique que l'on rencontre dans toute la France et qui ne sont financées que par les collectivités locales – conseils généraux et municipalités – selon leurs choix culturels. Malheureusement ces dernières ne pourront pas dégager indéfiniment les financements nécessaires alors que cet enseignement musical est essentiel dans tous ces bourgs éloignés des grands établissements culturels. La question est donc fortement liée à l'aménagement du territoire, fonction de l'Etat.

Par ailleurs, madame le ministre, vous savez combien nous sommes heureux de l'installation à Lyon de l'ENSATT, l'Ecole nationale supérieure des arts et techniques du théâtre, décidée par M. Balladur. Cela m'a réjoui d'autant plus qu'elle a été installée dans ma circonscription, sans doute la seule en France à posséder deux théâtres romains dans le même site – un pour la musique, l'Odéon, et l'autre pour le théâtre – lesquels ouvrent grand leurs bras, ou tout au moins leurs scènes et leurs gradins, aux élèves de l'ENSATT. Nous avons tout fait et nous ferons tout pour que l'accueil des enseignants et des élèves prouve que Lyon est une véritable capitale artistique culturelle.

Il conviendrait cependant de trouver une solution pour que les bourses des étudiants de l'ENSATT dépendent désormais de votre ministère et non pas de celui de l'éducation nationale car elles sont ridiculement basses par rapport à celles données aux étudiants des autres établissements supérieurs d'éducation artistique.

M. le président. La parole est à Mme la ministre.

Mme le ministre de la culture et de la communication. Madame la députée, votre question porte à la fois sur la place accordée à l'enseignement artistique et sur ce qu'il représente dans notre pays.

Je ne reviens pas sur ce que j'ai déjà dit à propos de la musique en soulignant la progression des crédits et les orientations arrêtées pour l'année 1998.

En revanche, je veux insister sur la manière dont nous entendons procéder avec l'éducation nationale. Alors que, depuis des années, on parle de renforcer l'enseignement artistique, la réalité n'a jamais été à la hauteur ni des propos ni des intentions.

Personnellement, je préfère commencer par agir, me laissant toute latitude d'inscrire ensuite cette action dans un cadre législatif et financier. En tout cas, tant que je n'aurai pas l'assurance d'obtenir des moyens supplémentaires plus importants que ceux qui vous sont présentés aujourd'hui, je me bornerai à engager des actions compatibles avec les moyens dont je dispose et qui sont indispensables. Je prendrai même garde de laisser penser que l'on pourrait aller bien au-delà ou plus rapidement.

Nous avons donc commencé à travailler avec l'éducation nationale, tant avec M. Claude Allègre qu'avec Mme Ségolène Royal, pour rapprocher nos deux ministères. Nous avons, par exemple, envisagé de basculer l'initiation musicale vers les écoles primaires, afin d'alléger la demande qui pèse aujourd'hui sur les écoles de musique.

Nous travaillons également sur la formation des enseignants aux disciplines artistiques et sur leur place dans les programmes de l'éducation nationale.

La sensibilisation soutenue à ces filières, qu'il s'agisse de cinéma, de musique, d'arts plastiques, s'accompagnera de la réforme des écoles d'art que je compte entreprendre. J'en ai déjà donné les grandes lignes au président de l'association des centres d'art contemporain, aux personnes engagées dans les fonds régionaux d'art contemporains et au président de l'association des écoles d'art.

En effet nous constatons aujourd'hui qu'entre les grands établissements supérieurs, les écoles dites nationales et celles installées dans les régions et essentiellement financées par les collectivités, il n'existe pas de structuration satisfaisante. Il convient donc, d'une part, de faire reconnaître davantage le travail et la qualification de ceux qui y enseignent, et, d'autre part, de donner aux étudiants les moyens de suivre leurs études dans de bonnes conditions.

En ce qui concerne les bourses, vous voudriez, si j'ai bien compris, madame la députée, demander au ministère de la culture non seulement de prendre en charge la dépense, mais aussi d'en accroître le montant. Cette question fait partie des discussions que nous avons avec l'éducation nationale. En la matière, le projet de réforme que je vais proposer permettra de clarifier les responsabilités des uns et des autres et de revoir les répartitions budgétaires au cours de l'année 1998. J'espère que nous pourrons mettre en œuvre les dispositions adoptées dès la rentrée de 1999, comme cela est déjà prévu pour les écoles d'architecture.

Nous serons alors parvenus à un redimensionnement et une revalorisation des missions de formation dépendant du ministère de la culture, qu'il s'agisse des formations artistiques ou des formations techniques liées aux pratiques artistiques, tout en améliorant les conditions d'apprentissage en formation initiale et en formation continue. Il s'agit évidemment d'un grand projet.

Telles sont les précisions que je tenais à apporter en répondant à votre question sur les enseignements artistiques, car, au-delà de cette dernière, elles correspondent à certaines attentes des parlementaires.

M. le président. Nous passons aux questions du groupe socialiste.

La parole est à M. Marcel Rogemont.

M. Marcel Rogemont. Madame la ministre, vous me permettez une courte parenthèse avant de poser ma question, pour revenir sur les propos de Mme de Panafieu qui a déclaré, probablement avec un peu de regret dans la voix, qu'il s'agissait non pas de dépenser plus mais de dépenser mieux, comme si nous étions en 1996 : chacun sait que ces propos ont toujours caché pudiquement la baisse des crédits que cette phrase visait.

Aujourd'hui, madame la ministre, vous nous proposez de dépenser plus et de dépenser mieux, affirmant qu'il n'y a aucune opposition entre la quantité et la qualité. Je vous en félicite, même s'il reste encore beaucoup à faire pour que le 1 % du budget de l'Etat soit affecté à la culture.

Cela étant je veux vous faire part d'une inquiétude et poser une question. Mon inquiétude tient à la déconcentration des crédits et, plus encore, à la décentralisation des décisions intéressant ces crédits. Pour ce qui est, par exemple, du spectacle vivant – mais cela vaut pour tous les crédits d'intervention – la déconcentration et la décentralisation comportent un risque fort non pas la première année mais au bout de cinq, dix ans, voire plus, en raison de la confrontation entre le financement des structures de création ou de diffusion majeure, et la multitude des initiatives prises ici et là sur le territoire, initiatives toutes aussi intéressantes les unes que les autres.

En effet, la confrontation dans une région entre une multitude d'initiatives à l'intérieur d'enveloppes déterminées risque fort de produire un émiettement de l'action de l'Etat, j'allais dire une sorte de « cantonalisation », alors qu'il s'agirait de structurer des pôles principaux pour l'aménagement du territoire culturel national.

Mme Odette Grzegorzulka. Très bien !

M. Marcel Rogemont. Que signifie aujourd'hui, et que signifiera plus encore demain, la multiplication de subventions de l'Etat de quelques milliers de francs ?

M. Thierry Mariani. Tout à fait !

M. Marcel Rogemont. D'ailleurs, quel est le coût du versement de telles subventions ? Ne revient-il pas aux collectivités locales – régions, départements, communes ou communautés de communes – de prendre en charge ce type de financement ?

Seule l'affirmation – comme vous le faites, madame la ministre – d'orientations claires dans chaque domaine d'intervention et discutées largement avec les collectivités locales en vue d'une contractualisation obligatoire permettrait de réduire ce risque.

Bref, avec la déconcentration et la décentralisation, l'action de l'Etat n'aura-t-elle pas tendance à ne devenir qu'un simple guichet local supplémentaire ?

Quant à ma question, madame la ministre, elle intéresse les musiques actuelles, qui représentent probablement l'un des axes forts de mise en relation des jeunes non seulement avec une pratique musicale mais aussi avec une production française.

Quelle orientation entendez-vous développer pour sensibiliser plus encore les associations départementales de développement de la musique, les conservatoires nationaux de région, les scènes nationales, les scènes de musiques actuelles pour qu'elles portent plus encore cette préoccupation, cette pédagogie nouvelle et riche de découverte artistique et de fraternité ? Quels sont les crédits prévus à cet effet et leur évolution d'une année sur l'autre ?

Votre réponse sera un utile rappel, parmi d'autres, pour nos collègues de l'opposition qui voudraient voir continuer leur action contre la culture alors que vous nous proposez une action pour la culture.

M. Thierry Mariani. Oh, c'est facile !

Mme Odette Grzegorzulka. Mais vrai !

M. Marcel Rogemont. C'est facile et vrai !

M. le président. Je vais donner la parole est à Mme la ministre.

J'ai bien dit Mme « la » ministre. Nous avons eu un échange sur ce point l'autre jour. Le droit positif en ce domaine est fixé par une circulaire datant du printemps de 1986 qui prévoit les appellations : « la » ministre, « la » députée, par exemple. Je vous invite donc à vous y reporter.

Mme Odette Grzegorzulka. Merci de nous le rappeler !

M. Hervé de Charette. Une circulaire n'a jamais fixé le droit, monsieur le président !

M. le président. Monsieur l'ancien conseiller d'Etat, cette question est controversée, mais quand les ministres signent des circulaires, elles ont tout de même, sauf à être attaquées dans les délais, ce qui n'a pas été le cas, valeur de droit.

La parole est à Mme la ministre. (*Sourires.*)

Mme le ministre de la culture et de la communication. En ce qui concerne la déconcentration des crédits, monsieur le député, je peux vous rassurer pleinement.

Une grande partie des crédits est déjà déconcentrée en région : tel est le cas pour les orchestres régionaux, pour les théâtres lyriques pour la plupart des compagnies dra-

matiques. En revanche, les scènes nationales et les centres dramatiques nationaux n'ont donné lieu à déconcentration que dans quelques régions. Il existe donc aujourd'hui un effet de transition plus important pour ces structures.

Par ailleurs, je vous rappelle que les DRAC sont composées de fonctionnaires placés sous l'autorité du ministre de la culture ou de la ministre de la culture et qu'elles travaillent sous l'autorité des préfets pour mettre en œuvre la politique culturelle de l'Etat et ses orientations dans le cadre de directives annuelles détaillées.

La ministre de la culture nomme les directeurs régionaux. Elle peut mettre fin à leur fonction dans le cadre du respect de l'intérêt du service et du contrôle qui peut être effectué de leurs interventions et de leur travail. Des inspections placées sous l'autorité du ministère et des directeurs d'administration centrale effectuent régulièrement ces missions de contrôle, ce qui donne de sérieuses garanties.

La déconcentration renforce la proximité et permet une meilleure administration, à condition que les DRAC restent en même temps proches des services centraux.

La globalisation des crédits au sein du titre IV du budget du ministère de la culture n'est que partielle. Dans le cadre du projet de loi de finances pour 1998, sont distingués les crédits du patrimoine, ceux du spectacle, ceux du développement et des formations qui relèvent d'articles budgétaires distincts, ainsi que je l'ai précisé en évoquant la nomenclature.

Les délais de versement des subventions déconcentrées peuvent être globalement améliorés. Certaines directions régionales parviennent d'ores et déjà à effectuer des versements importants tôt dans l'année. Un autre avantage de la déconcentration est de ne pas faire attendre les structures et d'accroître l'efficacité des aides.

La déconcentration laisse pleinement subsister la possibilité de recours gracieux au ministère, auprès du ministre lui-même – ou de la ministre elle-même –, voire de recours contentieux. La déconcentration des crédits se fait donc dans un cadre clair et permet de répondre plus vite et mieux par une instruction simplifiée.

En ce qui concerne les musiques amplifiées, et plus globalement les musiques nouvelles, les mesures s'élèvent à 9,3 millions de francs dont 5,3 millions au titre IV pour le fonctionnement et 4 millions au titre VI pour l'investissement ce sont des mesures nouvelles.

A l'heure actuelle, nous avons engagé l'instruction des dossiers et une concertation précise et ouverte avec les responsables de ces salles qui se sont créées très souvent à la marge des quartiers centraux et avec des équipements plus ou moins abandonnés, parfois en mauvais état. Je souhaite que l'on reconnaisse ces musiques amplifiées ou musiques nouvelles, car elles représentent véritablement aujourd'hui une pratique culturelle des jeunes – c'est ce que disait Mme Grzegorzulka – et une force de création, que ce soit en écriture de texte, en écriture musicale ou dans une recherche d'interdisciplinarité.

De nombreux élus m'ont saisie de demandes d'ouverture de salles. Ce n'est pas la récente fermeture à Vitrolles d'un café musique qui les dissuade de soutenir un mouvement qui permet de mêler dans l'intérêt commun des pratiques nouvelles et des goûts nouveaux.

En ce qui concerne la célébration du passage à l'an 2000, dont a aussi parlé Mme de Panafieu, nous avons eu droit à une grande annonce, mais pas un franc n'a été budgété en 1997 ou n'avait été envisagé à l'époque pour 1998.

M. Raymond Douyère, rapporteur spécial. Eh oui !

Mme le ministre de la culture et de la communication. Seul a été prévu le fonctionnement de la mission de l'an 2000. Aujourd'hui, si nous avons un certain retard comparativement à certains pays, c'est que nous n'avons pas trouvé la solution financière. Il a été suggéré de faire appel à un jeu ou à une taxe, mais le débat n'est pas encore tranché. Je compte tout de même, par les décisions qui sont prises au sujet de la rénovation du Grand Palais ou de l'encouragement des lieux nouveaux pour les musiques actuelles, faire de ces célébrations un moment fort qui permettra en outre de renforcer les projets culturels dans les régions.

Je pense que c'est au moyen de quelques manifestations d'envergure que nous saurons répondre à cette attente de citoyenneté que nous saurons répondre à cette question : est-il possible de rendre la culture plus accessible ? J'espère qu'en l'an 2000 on pourra le constater. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.*)

M. le président. La parole est à M. Marc Dolez.

M. Marc Dolez. Madame le ministre, je souhaite vous interroger sur la grande disparité qui existe pour le fonctionnement des structures chargées de conserver notre patrimoine national. Il en va de même en ce qui concerne la place qui devrait, à mon sens, être celle de la culture scientifique et technique.

Aujourd'hui, trente-quatre musées nationaux, sur trente-trois concernent le patrimoine artistique et historique. Un seul est un musée de société. Aucun ne concerne le patrimoine industriel et technique alors que, depuis dix ans, le tourisme industriel a connu le plus fort développement.

Ces trente-quatre musées nationaux, dont les deux tiers se trouvent à Paris ou dans la région parisienne, connaissent une grande diversité d'activité. Certains ne comptent que quelques petits milliers de visiteurs par an, d'autres plusieurs millions. Ils connaissent aussi une grande diversité dans les moyens en fonctionnement que l'Etat leur accorde et ce, indépendamment de leur activité : 35 francs par visiteur pour le musée Chagall de Nice, qui draine 150 000 visiteurs par an, 380 francs par visiteur pour le musée des Arts et Traditions populaires, implanté, je me permets de le souligner, à la limite du XVI^e arrondissement de Paris et de Neuilly-sur-Seine et qui n'accueille que 45 000 visiteurs payants par an.

Mme Odette Grzegorzulka. Il fallait le rappeler !

M. le président. C'est ce qu'on appelle une administration de mission. (*Sourires.*)

Mme Françoise de Panafieu. Nous avons un président parfait !

M. Marc Dolez. A la lumière de ces différents constats, madame le ministre, je voudrais vous faire partager ma conviction : le patrimoine de la France n'est pas constitué que d'œuvres d'art et n'est pas uniquement concentré sur la région parisienne.

M. Michel Bouvard. Très bien !

M. Hervé de Charette. Très juste !

M. Marc Dolez. Le pays a besoin d'un réseau de grands musées nationaux qui retracent aussi son histoire sociale, ethnologique, industrielle et technique.

Dans cette perspective, je vous pose une double question.

Seriez-vous favorable à une refonte du dispositif actuel des musées nationaux, qui engloberait une meilleure appréciation du patrimoine national, une répartition équilibrée sur l'ensemble du territoire, une gestion rigoureuse qui attribue des moyens en rapport avec l'activité ?

Accepteriez-vous aussi de conférer le statut de musée national à des établissements, comme le musée des Chemins de fer à Mulhouse ou, dans le Nord - Pas-de-Calais, le centre historique minier de Lewarde, un des musées de la mine les plus importants d'Europe, qui accueille 150 000 visiteurs par an et ne reçoit de l'Etat que 4 francs par visiteur et par an ?

M. le président. La parole est à Mme le ministre.

Mme le ministre de la culture et de la communication. Monsieur le député, vous posez une vraie question, celle de la conservation, qui est au cœur même de la mission du ministère de la culture.

Personne ne songe à nier que notre ministère est plus traditionnellement orienté, par ses missions initiales et par ses collections, vers les musées de type beaux-arts. Or les musées dits de « société » ou les musées scientifiques et techniques connaissent aujourd'hui un taux de fréquentation qui témoigne de leur importance aux yeux de nos concitoyens.

Je ne souhaite pas avancer seule sur ces sujets. Nous en avons déjà parlé avec le ministre de l'éducation nationale, M. Allègre, qui est le ministre de la technologie, donc un partenaire essentiel, et avec le ministre de l'industrie, qui peut être concerné par le patrimoine industriel et les évolutions technologiques.

La refonte du statut des musées pour mieux les intégrer est, en effet, utile, de même que la prise en compte effective de leur activité dans la répartition des moyens.

Quant aux deux musées que vous avez évoqués, je vous indique que le statut de musée national, qui est celui de musée appartenant à l'Etat, n'est sans doute pas adapté, mais je suis toute prête à étudier les moyens d'une meilleure reconnaissance. Dans l'optique de l'interministérialité, où nous devons traiter de la culture dans ses différentes dimensions et en fonction des secteurs d'activités du pays, c'est une des questions que je m'engage à reprendre.

M. le président. La parole est à M. Armand Jung.

M. Armand Jung. Madame le ministre, au-delà de l'analyse, chapitre par chapitre, de votre budget, dont j'apprécie les orientations, au-delà des importants montants financiers mis en œuvre, je vous soumetts un problème plus qualitatif : le statut professionnel des bibliothécaires.

Vous n'ignorez pas l'importance de la place de la lecture publique en France et les conséquences positives du large développement des bibliothèques tant en milieu urbain qu'en milieu rural.

Nous constatons aujourd'hui l'excellence de la lecture publique en France : il convient d'en développer, encore et toujours, les résultats pour que les bibliothèques assument de mieux en mieux leur rôle médiateur entre la vie de la cité et leur mission de service public d'information. Si les équipements sont satisfaisants, si la couverture du territoire est bonne, il est tout aussi évident que le statut de bibliothécaire reste fragilisé.

Compte tenu des récents événements pitoyables d'Orange et de Marignane, avec l'utilisation de méthodes indignes pour imposer des idées nauséabondes au mépris du pluralisme, il me semble que le moment est venu de

se déterminer par rapport à la profession de bibliothécaire et, éventuellement, de soumettre au Parlement une loi-cadre sur les missions des bibliothèques.

Ce sujet est en débat depuis des années. Aucun ministre de la culture, à ma connaissance, n'a su le prendre à bras-le-corps. Pourtant il est d'importance. L'accent doit être mis sur les missions de service public des bibliothèques, et il faut renforcer et garantir le statut professionnel des bibliothécaires pour les placer à l'abri de pressions qui ressemblent parfois étrangement à une censure sournoise.

Mme Odette Grzegorzulka. Tout à fait.

M. Armand Jung. Ce qui est en jeu, c'est le respect du pluralisme des collections publiques. Les bibliothèques doivent répondre aux attentes de tous les publics, jeunes et moins jeunes, et jouer pleinement leur rôle pédagogique. Il faut que cessent certaines pratiques, heureusement peu fréquentes, où des critères idéologiques et politiques sont invoqués. Il faut se donner les moyens de faire respecter la variété des supports et des sujets, sur la base de critères de qualité, de diversité et d'actualité, en tenant compte de l'avis des bibliothécaires dont les compétences doivent être valorisées.

Il est donc impératif que ce chantier aboutisse dans les meilleurs délais. Il convient d'associer à cette réflexion, non seulement les professionnels des bibliothèques mais également des représentants des lecteurs qui sont les mieux à même de faire connaître leurs attentes et leurs besoins.

Madame le ministre, quelles mesures législatives et réglementaires comptez-vous mettre en œuvre pour aborder et résoudre ce problème et donner aux moyens budgétaires mis en œuvre leur pleine signification ?

M. le président. La parole est à Mme le ministre.

Mme le ministre de la culture et de la communication. Monsieur le député, vous avez posé plusieurs questions dans votre exposé, mais on peut les ramener à deux qui sont essentielles.

La première concerne la reconnaissance des bibliothèques comme lieux ouverts, garantissant la liberté de choix et de lecture pour l'ensemble des usagers. Cette garantie de pluralisme est en effet indispensable pour que chacun puisse se constituer, selon sa propre démarche, le bagage culturel qu'il recherche.

Ces lieux ouverts doivent être tenus par des professionnels qui offrent non seulement des garanties de respect du pluralisme par les collections qu'ils constituent, mais aussi des garanties scientifiques.

C'est la raison pour laquelle j'ai prévu, et j'en viens ainsi à la deuxième question essentielle, de déposer un projet de loi qui pourrait être voté au cours de l'année 1998 et qui porterait statut des bibliothécaires afin que ceux-ci puissent assurer les garanties de pluralisme vis-à-vis des usagers des bibliothèques et des orientations du ministère de la culture.

Le projet de loi sera évidemment cohérent avec les orientations en matière de soutien à la lecture publique, inscrites dans ce budget pour 1998, notamment dans le cadre de la multiplication des supports et du développement des collections.

Nous aurons donc un important chantier qui sera conduit en concertation avec les représentants professionnels des bibliothécaires, avec les collectivités territoriales et, bien entendu, – je retiens cette suggestion – avec les

lecteurs, car ils sont, en effet, les premiers concernés par le prix payé pour avoir accès aux livres et par l'ouverture des bibliothèques.

Le pluralisme est posé en même temps que l'est la libre administration des collectivités locales, une valeur constitutionnelle. Les villes, de Montfermeil à Marignane, qui ont pratiqué la censure ou, en tout cas, le retrait ou le choix de certains ouvrages – ces pratiques revêtent différentes formes – ont fait des choix politiques qui se sont substitués aux choix des bibliothécaires. Un problème réel est soulevé.

D'un côté, il faut que les Français mesurent la nécessité d'une garantie qui concerne leur propre liberté ; d'un autre côté, l'Etat doit, par la loi – je parlais d'inspections – faire en sorte que le pluralisme et les garanties scientifiques soient effectivement assurés. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. Nous passons aux questions du groupe du Rassemblement pour la République.

La parole est à M. Michel Bouvard.

M. Michel Bouvard. Le budget pour 1998 marque une progression significative des crédits en faveur du patrimoine, une progression que je salue comme l'a fait dans son rapport pour avis mon collègue Bruno Bourg-Broc. Comme lui, je m'étais étonné que les efforts de maîtrise de la dépense publique en 1997 concernant le budget de la culture aient essentiellement porté sur les crédits du patrimoine.

Si les inscriptions effectuées doivent permettre de répondre aux objectifs de la loi de programme, nous savons tous, eu égard à l'importance du patrimoine, notamment du patrimoine rural non protégé, que ces crédits ne peuvent suffire. De ce point de vue, des espoirs ont été mis dans le rôle joué par la Fondation du patrimoine, mise en place à l'initiative de Jacques Toubon. Aujourd'hui, cette fondation est administrativement opérationnelle. Je souhaite connaître les objectifs qu'elle s'est fixés en termes d'actions pour 1998, mais aussi quelles seront les relations de la Fondation avec la direction du patrimoine et de l'architecture et les directions régionales des affaires culturelles, notamment au niveau du choix des édifices pour lesquels elle interviendra.

Au-delà d'une réponse à l'attachement des Français à leur patrimoine, dont les journées du patrimoine ont montré en 1998 la réalité, la Fondation, comme la loi-programme, constitue aussi le moyen de conforter le secteur des métiers de restauration du patrimoine, qui devrait perdre encore cette année entre 600 et 800 emplois, alors même qu'il s'agit d'un savoir-faire difficile à reconstituer lorsqu'il a disparu.

J'avais, lors de l'examen de la première partie de la loi de finances, suggéré de réduire le taux de TVA à 5,5 % pour le patrimoine, comme pour les HLM, lorsqu'il s'agissait de restauration. Cet amendement n'a pas été retenu.

Un autre moyen d'éviter des pertes et des défaillances d'entreprise dans ce secteur consisterait à rechercher une programmation en amont et en un déblocage rapide des crédits.

Que pouvez-vous faire à ce niveau, compte tenu du fait que, bien souvent, les crédits ne sont délégués pour ces opérations qu'au dernier trimestre de l'année ? Cette pratique pose un problème particulier, notamment dans les zones de montagne dont je suis l'élu. En effet, nous recevons, pour des restaurations de fortifications, les délégations de crédits au mois d'octobre, à quinze jours de la

première chute de neige : ensuite, on nous oppose que nous n'avions pas besoin de crédits cette année-là puisque nous ne les avons pas consommés avant la fin de l'année !

M. le président. La parole et à Mme la ministre.

Mme le ministre de la culture et de la communication. Il ne neige pas chaque année, monsieur le député..., (*Sourires.*)

M. Thierry Mariani. En Savoie, si !

M. Michel Bouvard. Généralement !

Mme le ministre de la culture et de la communication. ... ni partout !

M. Michel Bouvard. Dieu merci ! (*Sourires.*)

Mme le ministre de la culture et de la communication. C'est là en fait un réel problème d'aménagement du territoire. La Fondation du patrimoine, créée par la loi du 2 juillet 1996, a été reconnue d'utilité publique par le décret du 18 avril 1997 qui a approuvé ses statuts.

C'est un organisme de droit privé dont la mission est de promouvoir la connaissance, la conservation, la mise en valeur du patrimoine national. La Fondation s'attache en particulier à l'identification, à la préservation et à la mise en valeur du patrimoine non protégé. En d'autres termes, elle doit travailler en étroite concertation avec les personnes habilitées en la matière, notamment les architectes des monuments historiques.

Nous nous sommes néanmoins, dans les nouvelles orientations, attachés à favoriser le travail de la Fondation comme celui des services du ministère en région, ce qui passe notamment par une meilleure appréciation et une plus grande rapidité dans la transmission des différentes instructions dans les régions, afin d'« enclencher » plus facilement les travaux et, pour les choix, par une procédure différente ou tout au moins améliorée. En effet, qu'il s'agisse de monuments importants, ou d'immeubles plus modestes, l'allongement de la durée des travaux peut être extrêmement pénalisante : plus les délais sont longs, plus la dépense est lourde.

Il faut également pouvoir se ménager, et c'est le cas pour la Fondation, la possibilité de faire appel à des professionnels qui, tout en offrant toutes garanties d'exécution, ne soient pas forcément ceux qui interviennent sur le patrimoine le plus reconnu ou le plus sensible. D'où la nécessité d'une connaissance, d'une capacité d'appréciation du patrimoine à protéger ; d'où également la nécessité d'une capacité de mobilisation des acteurs, entreprises, professionnels ou architectes spécialisés dans des travaux de restauration, sans avoir les mêmes exigences scientifiques et historiques que celles requises pour les bâtiments inscrits aux monuments historiques.

La Fondation est une structure décentralisée, avec des délégués régionaux, souvent chefs d'entreprise, qui s'appuient sur des délégués départementaux. Ces délégués travaillent en partenariat avec les pouvoirs publics. L'organisation permet un lien étroit entre les acteurs publics et privés mobilisés dans la valorisation du patrimoine dit secondaire – je n'aime pas trop cette expression car je mesure toute son importance.

Dans le même ordre d'idées, nous avons prévu que des emplois jeunes puissent être utilisés pour des temples, des églises ou d'autres lieux aujourd'hui fermés et inaccessibles.

Autonomie de la Fondation, mais maintien de la présence de l'Etat vis-à-vis du petit patrimoine : en effet, l'Etat est le seul à pouvoir fournir la maîtrise scientifique

et technique nécessaire, par l'intermédiaire des architectes des bâtiments de France et des services départementaux de l'architecture et du patrimoine. Ceux-ci se verront donc signifier très précisément leurs missions, dans le cadre de cette évolution de la direction du patrimoine et de l'architecture.

M. le président. La parole est à M. Thierry Mariani.

M. Thierry Mariani. Madame la ministre, madame la porte-parole du Gouvernement, ma question s'adresse à vous, et ce à double titre.

Mon collègue Christian Kert a évoqué le festival d'Aix-en-Provence ; permettez-moi de parler des Chorégies d'Orange et, au-delà du contexte que vous connaissez bien, de la politique culturelle dans cette ville.

En 1996, la municipalité d'Orange a décidé de supprimer la subvention d'un million de francs qu'elle accordait traditionnellement au festival des Chorégies d'Orange qui est, je me permets de le rappeler, l'un des principaux festivals lyriques français : en 1996, avec plus de 40 000 spectateurs, il s'est rangé de manière résolue au premier rang.

Vous disiez tout à l'heure qu'un bon festival ne coûte pas forcément cher. Avec un autofinancement de 82 %, les Chorégies détiennent certainement un des records en la matière au niveau national. Il est difficile de faire mieux dans le domaine culturel.

En 1996, le ministre de l'époque, M. Philippe Douste-Blazy, décida de compenser la suppression de la subvention municipale par une subvention exceptionnelle de l'Etat. En 1997, vous avez souhaité ne pas reconduire cette subvention exceptionnelle et je comprends tout à fait cette décision : il est malsain de se substituer systématiquement aux mairies Front national quand celles-ci s'attaquent au domaine culturel.

D'où une première question, madame la ministre : confirmez-vous bien que, pour 1997 et pour les années suivantes, il n'y aura pas de substitution d'une subvention exceptionnelle d'Etat à la subvention municipale.

On compte plusieurs festivals lyriques dans le sud-est de la France. Celui d'Aix-en-Provence bénéficiera en 1998 d'une subvention de 15 millions, mais celui des Chorégies d'Orange n'a obtenu jusqu'à présent que 1,380 million. Précisons que vous n'êtes en rien responsable de cette situation, déjà ancienne. Ma deuxième question sera la suivante : entendez-vous saisir l'opportunité de 1998 pour envisager un rééquilibrage des subventions ? Il ne s'agit pas en l'occurrence de déshabiller Pierre pour habiller Paul, mais avec un taux de subvention aussi faible – et n'y voyez rien, je le répète, de polémique – il est difficile d'améliorer notre autofinancement, déjà parvenu à 82 %. A terme, avec la disparition de la subvention municipale, je vois mal comment on peut s'en sortir...

Ma troisième question s'adresse, je l'ai dit, au porte-parole du Gouvernement. En effet, j'ai du mal à percevoir dans la politique du gouvernement actuel – tout comme dans celle du gouvernement précédent – une véritable lisibilité vis-à-vis des mairies du Front national. Quand celles-ci s'attaquent à certains domaines – comme à Orange, où la municipalité a également réduit ses crédits pour les missions locales et les contrats de ville – l'Etat compense ; mais pour certains autres, il ne compense pas. Dans le cas des Chorégies, vous avez décidé de ne pas compenser la suppression de la subvention municipale. C'est, à mon avis, je le répète, le bon choix ; mais j'ai beaucoup de mal à comprendre pourquoi les autres ministères et services de l'Etat acceptent de le faire pour la mission locale et le contrat de ville.

Par moments, l'avenir de la République, c'est aussi la fermeté de la République. Il faudrait que tous les gouvernements, quels qu'ils soient, adoptent à cet égard une attitude cohérente et dans tous les domaines. Que compte donc faire le Gouvernement en cas de suppression de subventions municipales à vocation de service public dans ces communes ?

M. le président. La parole est à Mme la ministre.

Mme le ministre de la culture et de la communication. Monsieur le député, de vos trois questions, l'une me revient directement : c'est celle de la justice dont l'Etat doit faire preuve à l'égard de l'ensemble des collectivités. Je considère, pour ma part, qu'il n'est pas justifié de compenser un retrait d'une collectivité comme celle que vous citez et de ne pas le faire pour d'autres. C'est une question d'égalité dans le traitement et dans la réponse.

M. Patrice Martin-Lalande. Tout à fait !

Mme le ministre de la culture et de la communication. Le comportement des municipalités de ce genre n'obéit pas à des motifs d'ordre financier, même s'il est présenté ainsi ; c'est un refus, un refus idéologique. Je pars, quant à moi, du principe que la culture s'adresse à tous. En même temps, car il faut que chacun puisse s'y retrouver, les projets sont portés par des responsables animés par l'intérêt public et non par des intérêts politiques ou politiques. Autant dire que je regrette profondément l'attitude de la municipalité d'Orange, qui ne respecte pas, à mes yeux, ce que représente traditionnellement l'initiative culturelle dans notre pays.

Car s'il est un sujet qui peut provoquer parfois des débats, mais aussi donner lieu à des convergences extrêmement fortes, c'est bien tout ce qui a trait à la création, au patrimoine culturel de notre pays. C'est pour nous un acquis, l'un des fondements, au même titre que l'école, de la liberté d'accès, de la liberté tout court, d'un droit individuel et collectif reconnu à l'ensemble de nos concitoyens. C'est donc un déni de ce droit que de fermer de telles structures ou leur retirer leur financement.

Si j'ai dit qu'il n'y aurait pas de compensation directe, n'y voyez pas de ma part un refus de me pencher sur la situation. Ce problème doit être examiné dans le cadre général du financement d'ensemble des festivals, en prenant en compte le rôle de diffusion, de création, voire de formation que cela sous-entend. Je sais combien les Chorégies sont importantes pour cette commune, pour ses habitants, pour tout l'environnement et j'attache le plus grand prix à ce que cette manifestation puisse se poursuivre. Autant dire que nous restons intéressés au devenir des Chorégies et que nous nous sentons concernés, même si, à l'évidence, je ne veux pas que le ministère soit l'objet d'un chantage.

Quant à votre troisième question, elle a trait à l'attitude des différents ministères à l'égard de mairies qui suppriment leurs financements de service public ; pour ce qui concerne la culture, ce problème peut être abordé par le biais de la contractualisation. En tout état de cause, de telles attitudes pénalisent une population qui dépasse largement l'échelle communale. C'est au niveau intercommunal que la question se pose et c'est donc à cette échelle que j'engagerai les discussions avec les départements et les régions. Ensemble, nous pourrions contourner et compenser ce non-respect, si négatif pour la population, des missions de service public auxquelles participent l'Etat et les collectivités territoriales.

Une telle attitude, me semble-t-il, peut être partagée par d'autres ; nous aurons l'occasion d'y revenir dans le cadre de la politique de la ville où nous sommes associés avec le ministère de la solidarité et de l'emploi.

M. le président. La parole est à M. Patrice Martin-Lalande.

M. Patrice Martin-Lalande. Madame la ministre, ma question est double, mais géographiquement très focalisée.

Comment avanceront, dans le budget 1998, les grands projets en régions ? Je pense notamment à celui de ma commune, Lamotte-Beuvron, où, dans le cadre d'une propriété qui appartient à l'Etat, a été retenu le seul projet consacré à l'écrit et à l'imprimerie, le seul projet aussi en milieu rural. Est-il retenu parmi les opérations en cours dont vous avez garanti l'achèvement, ce qui me rassurerait ?

Ma deuxième question porte sur le château de Chambord. Comment l'Etat compte-t-il agir pour mettre en œuvre un nouveau spectacle son et lumière ou une autre forme d'animation de qualité internationale susceptible de retenir le million de touristes qui passait régulièrement quelques heures chez nous – avec les retombées, en matière touristique, que vous imaginez – et qui désormais ne s'attarde plus depuis la disparition du son et lumière ?

Par ailleurs, l'Etat est-il prêt à s'engager sur un plan pluriannuel de mise en valeur du patrimoine architectural et culturel des communes qui entourent Chambord, qui constituent l'écrin de Chambord, le « pays de Chambord », comme on l'appelle, avec une complémentarité évidente ? On ne peut s'occuper uniquement du bijou et laisser tomber l'écrin.

M. le président. La parole est à Mme la ministre.

Mme le ministre de la culture et de la communication. Monsieur le député, je vous sais particulièrement attaché au projet de centre de l'écrit et de l'imprimerie de Lamotte-Beuvron, évoqué lors du CIAT en 1994 et prévu pour être installé dans le château de la ville, lui-même propriété de l'Etat.

Mais, vous le savez, un projet concurrent, en tout cas récent, a été parallèlement présenté par la commune voisine de Malesherbes, à partir d'une collection de machines rachetées par un particulier à Mme Pozzoli, veuve de l'ancien propriétaire.

On comprend bien que ces deux initiatives ne peuvent pas être réalisées l'une et l'autre. Il faudra bien choisir et en tirer un projet intéressant pour la connaissance de l'imprimerie, pour ce qu'elle représente, y compris en y associant un centre de formation.

Si l'on veut y impliquer fortement l'Etat, nous devons l'étudier au fond. C'est ce que je demande à la mission interministérielle des grands travaux, afin que nous ayons une partie musée, mais également une partie centre de formation, qui fonctionnerait éventuellement sur fonds propres, pour des jeunes imprimeurs. Je souhaiterais également y associer l'éducation nationale et l'Imprimerie nationale,...

M. Patrice Martin-Lalande. Tout à fait !

Mme le ministre de la culture et de la communication. ... en d'autres termes, l'élargir suffisamment. Par conséquent, en l'état actuel des choses, ce projet, pour intéressant qu'il soit, n'est pas totalement mûr. Nous devons l'améliorer, le développer. Ce sera au cours de l'année 1998, après définition complète, que nous pourrions l'engager de façon définitive.

Vous avez enfin évoqué Chambord. Le précédent son et lumière, très coûteux, n'a pas connu le succès escompté. Pour l'avenir, la Caisse nationale des monuments historiques travaille à la conclusion d'un projet d'établissement. D'ores et déjà, un musée de la chasse a été ouvert. Une concertation est en cours avec les communes voisines pour élaborer une politique d'animation et d'accueil. Des actions particulières portant sur le tourisme seront développées en relation avec l'association française pour les industries touristiques. C'est donc dans ce cadre que nous pourrions avoir une vision et une dynamique d'ensemble concernant cet élément majeur de notre patrimoine.

M. le président. La parole est à M. Thierry Mariani.

M. Thierry Mariani. Madame la ministre, ma question concerne le pôle lyrique autour d'Avignon. Depuis des années une réflexion s'est engagée avec vos services sur l'avenir de l'opéra d'Avignon, mais également de l'OLRAP, l'orchestre lyrique d'Avignon-Provence. Au vu des problèmes que connaissent les structures lyriques à Avignon ou à Marseille, une réflexion d'ensemble, à l'évidence, s'imposait. Où en est à ce jour la réflexion sur la constitution d'un pôle lyrique entre Avignon et Marseille ? Quelle place y sera éventuellement réservée à l'orchestre lyrique d'Avignon-Provence ?

Permettez-moi une seconde question. Le précédent gouvernement avait décidé de mettre fin à certains archaïsmes fiscaux en supprimant les « niches » dont bénéficiaient plusieurs professions. Ainsi les musiciens, qui jusqu'à présent avaient droit à un abattement fiscal, ne pourront plus y prétendre. Mais le précédent gouvernement s'étant parallèlement résolu à une baisse fiscale, la suppression de ces avantages fiscaux se voyait compensée par la baisse des impôts. Or votre Gouvernement a décidé de revenir sur cette baisse. Qu'en est-il ? Envisagez-vous des mesures de compensation pour les professions touchées par la disparition de l'abattement sans réduction d'impôt en contrepartie ? Prévoyez-vous des mesures spécifiques pour le milieu musical ?

M. le président. La parole est à Mme le ministre.

Mme le ministre de la culture et de la communication. S'agissant de l'avenir du théâtre lyrique d'Avignon et de toute l'activité lyrique de Provence-Côte d'Azur, comme j'en avais fait part aux élus intéressés dès les premières semaines de mon activité au ministère, je souhaite que la réflexion soit replacée dans le cadre d'une problématique régionale. Nous comptons un opéra à Marseille, un opéra à Avignon, à Toulon ; Nice n'est pas loin non plus – ne parlons pas des festivals lyriques, sur lesquels vous m'avez d'ailleurs interrogé.

Aucune solution d'avenir ne peut se concevoir ni se construire sans un accord entre l'ensemble des collectivités intéressées et l'Etat. Les choses avancent doucement, un peu lentement à mon gré, mais elles avancent ; il faut faire preuve de beaucoup de patience et en même temps de sens du dialogue : jusqu'à présent la situation n'était pas marquée par un dialogue constructif entre les élus concernés...

Avec tous mes collaborateurs du ministère, je m'efforce de rapprocher les points de vue, de clarifier les prises de position, de procéder aux analyses financières pour aboutir à la signature d'un contrat d'objectifs qui permette à chaque collectivité de prendre en quelque sorte sa part à l'activité lyrique, dans la création ou dans la diffusion. On peut expliquer que la charge financière est importante, que les dépenses sont lourdes, mais elles sont d'au-

tant mieux acceptées qu'elles se traduisent par un effet de redistribution sur l'ensemble de la région. C'est ce à quoi il faut parvenir et je compte sur l'appui du président de la région, maire de Marseille, M. Gaudin, pour prendre, en concertation avec ses collègues, les décisions qui s'imposent.

En ce qui concerne votre seconde question, l'Assemblée nationale n'a pas voté le texte présenté par le Gouvernement pour maintenir à titre transitoire les déductions forfaitaires pour frais applicables à certaines professions. Dans le secteur culturel, sont en effet concernés les artistes dramatiques, lyriques, cinématographiques, chorégraphiques pour un taux de 25 % ; les artistes musiciens, choristes, chefs d'orchestre, régisseurs de théâtre, pour un taux de 20 %, mais aussi les journalistes rédacteurs, photographes – qui relèvent de ma responsabilité de ministre chargé de la communication.

Le dispositif prévoit de ramener le plafond de ces déductions, fixé à 50 000 francs, à 30 000, 20 000 et 10 000 francs respectivement pour l'imposition des revenus des années 1997, 1998 et 1999, et à zéro en l'an 2 000.

Si des mesures d'accompagnement ne sont pas prises, ces professions seront confrontées en 1998 à l'obligation de justifier leurs frais réels spécifiques, ce qui constituera une source de litige avec l'administration fiscale. En tout état de cause, la suppression des déductions forfaitaires se traduira par une perte réelle de pouvoir d'achat.

Actuellement, une mesure de compensation est prévue seulement pour les journalistes. Son principe et ses modalités sont d'ailleurs contestés par une partie de la profession.

J'ai fait part de mes préoccupations au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, afin que soit trouvée une solution permettant la concertation et ménageant la transition voulue par le Premier ministre lors de la présentation du projet de loi de finances pour l'année 1998.

Voilà, monsieur le député, où j'en suis sur cette question, qui a même suscité un concert à Cintegabelle.

M. le président. Nous en avons terminé avec les questions.

Culture et communication

M. le président. J'appelle les crédits inscrits à la ligne « Culture et communication ».

ETAT B

Répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles).

« Titre III : 184 432 629 francs.

« Titre IV : moins 429 826 629 francs. »

ETAT C

Répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles).

TITRE V. – INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ÉTAT

« Autorisations de programme : 1 438 490 000 francs.

« Crédits de paiement : 369 541 000 francs. »

TITRE VI. – SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT
ACCORDÉES PAR L'ÉTAT

« Autorisations de programme : 2 258 030 000 francs.
« Crédits de paiement : 1 125 478 000 francs. ».

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le titre III.

(Le titre III est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix la réduction de crédits du titre IV.

(La réduction de crédits est adoptée.)

M. le président. Je mets aux voix les autorisations de programme et les crédits de paiement du titre V.

(Les autorisations de programme et les crédits de paiement du titre V sont adoptés.)

M. le président. Je mets aux voix les autorisations de programme et les crédits de paiement du titre VI.

(Les autorisations de programme et les crédits de paiement du titre VI sont adoptés.)

M. le président. Nous avons terminé l'examen des crédits du ministère de la culture et de la communication, concernant la culture.

La parole est à Mme la ministre.

Mme le ministre de la culture et de la communication, porte-parole du Gouvernement. Monsieur le président, à la demande du ministère des relations avec le Parlement, le débat sur le budget de la défense est reporté cet après-midi à seize heures quinze.

M. le président. La suite de la discussion budgétaire est renvoyée à la prochaine séance.

4

FIXATION DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. L'ordre du jour des séances que l'Assemblée tiendra jusqu'au vendredi 28 novembre inclus a été fixé ce matin en conférence des présidents.

Cet ordre du jour sera annexé au compte rendu intégral de la présente séance.

5

ORDRE DU JOUR

M. le président. Cet après-midi, à quinze heures, deuxième séance publique :

Questions au Gouvernement ;

Suite de la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1998, n° 230 ;

M. Didier Migaud, rapporteur général au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (rapport n° 305).

Défense et articles 29, 30 et 31 :

M. Jean-Michel Boucheron, rapporteur spécial au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (annexe n° 40 au rapport n° 305) ;

M. Jacques Myard, rapporteur pour avis au nom de la commission des affaires étrangères (avis n° 307, tome V).

– Dissuasion nucléaire :

M. René Galy-Dejean, rapporteur pour avis au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées (avis n° 308, tome II).

– Espace, communication et renseignement :

M. Bernard Grasset, rapporteur pour avis au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées (avis n° 308, tome III).

– Forces terrestres :

M. Jean-Claude Sandrier, rapporteur pour avis au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées (avis n° 308, tome IV).

– Marine :

M. Jean-Yves Le Drian, rapporteur pour avis au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées (avis n° 308, tome V).

– Air :

M. Yann Galut, rapporteur pour avis au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées (avis n° 308, tome VI).

– Titre III et personnels de la défense :

M. François Huwart, rapporteur pour avis au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées (avis n° 308, tome VII).

– Services communs :

M. Michel Meylan, rapporteur pour avis au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées (avis n° 308, tome VIII).

– Gendarmerie :

M. Georges Lemoine, rapporteur pour avis au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées (avis n° 308, tome IX).

Ce soir, à vingt heures quarante-cinq, troisième séance publique :

Suite de l'ordre du jour de la deuxième séance.

La séance est levée.

(La séance est levée à douze heures quarante.)

*Le Directeur du service du compte rendu intégral
de l'Assemblée nationale,
JEAN PINCHOT*

**ORDRE DU JOUR
établi en conférence des présidents**

(Réunion du mercredi 12 novembre 1997)

L'ordre du jour des séances que l'Assemblée tiendra jusqu'au vendredi 28 novembre 1997 inclus a été ainsi fixé :

Mercredi 12 novembre 1997, le matin, à 9 heures, l'après-midi, à 15 heures, après les questions au Gouvernement, et le soir, à 20 h 45 :

Suite de la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1998 (nos 230, 305 et 306 à 310) :

Culture.

Défense.

Jeudi 13 novembre 1997, le matin, à 9 heures l'après-midi, à 15 heures, et le soir, à 20 h 45 :

Enseignement scolaire.

Enseignement supérieur, recherche et technologie.

Vendredi 14 novembre 1997, le matin, à 9 heures, l'après-midi, à 15 heures, et le soir, à 20 h 45 :

Industrie, poste et télécommunications.

Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat.

Lundi 17 novembre 1997, le matin, à 10 heures, l'après-midi, à 15 heures, et le soir, à 20 h 45 :

Economie et finances : charges communes, services financiers, Monnaies et médailles, comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales, commerce extérieur.

Articles non rattachés.

Mardi 18 novembre 1997, le matin, à 9 heures, l'après-midi, à 15 heures, après les questions au Gouvernement, et le soir, à 20 h 45 :

Articles non rattachés (*suite*).

Mercredi 19 novembre 1997, l'après-midi, à 15 heures, après les questions au Gouvernement :

Explications de vote et vote sur l'ensemble du projet de loi de finances pour 1998 (nos 230, 305 et 306 à 310).

Discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne portant création d'un Office européen de police (ensemble une annexe et quatre déclarations) (n° 324).

Discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification du protocole établi sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne concernant l'interprétation, à titre préjudiciel, par la Cour de justice des Communautés européennes de la convention portant création d'un Office européen de police (n° 323).

(Ces deux textes faisant l'objet d'une discussion générale commune.)

Discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, agissant dans le cadre de l'Union européenne, d'une part, et la République de Slovénie, d'autre part (nos 317-420).

Discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Lituanie, d'autre part (n° 315).

Discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Lettonie, d'autre part (n° 316).

Discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Estonie, d'autre part (n° 318).

(Ces quatre textes faisant l'objet d'une discussion générale commune.)

Le **mercredi 19 novembre 1997**, à 11 heures, M. Romano Prodi, président du conseil de la République italienne, sera reçu dans l'hémicycle.

Jeudi 20 novembre 1997 :

Le matin, à 9 heures :

Discussion de la proposition de loi de M. Gilbert Meyer permettant aux organismes d'habitations à loyer modéré d'intervenir sur le parc locatif privé en prenant à bail des logements vacants pour les donner en sous-location (n° 92).

(Ordre du jour complémentaire : séance mensuelle réservée à un ordre du jour fixé par l'Assemblée, en application de l'article 48, alinéa 3, de la Constitution.)

L'après-midi, à 15 heures :

Discussion de la proposition de loi de M. Renaud Donnedieu de Vabres permettant à l'enfant orphelin, à la suite du décès de ses parents, de participer au conseil de famille (n° 412).

Discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Croatie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (nos 322-422).

Discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux (n° 193).

Discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord concernant la protection de la Meuse (n° 196).

Discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord concernant la protection de l'Escaut (n° 197).

Discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification du traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne relatif à la construction d'un pont routier sur le Rhin entre Eschau et Altenheim (ensemble une annexe) (n° 28).

(Ces cinq textes faisant l'objet d'une demande d'application de la procédure d'adoption simplifiée.)

Discussion du projet de loi autorisant l'approbation du quatrième protocole (services de télécommunications de base), annexé à l'accord général sur le commerce des services (nos 221-421).

Discussion du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif au règlement définitif des créances réciproques entre la France et la Russie antérieures au 9 mai 1945 sous forme de mémorandum d'accord et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie sur le règlement définitif des créances réciproques financières et réelles apparues antérieurement au 9 mai 1945 (n° 229).

Mardi 25 novembre 1997 :

Le matin, à 10 h 30 :

Questions orales sans débat.

L'après-midi, à 15 heures, après les questions au Gouvernement, et le soir, à 20 h 45 :

Discussion, en nouvelle lecture, du projet de loi de financement de la sécurité sociale.

Mercredi 26 novembre 1997 :

Le matin, à 9 heures, l'après-midi à 15 heures, après les questions au Gouvernement et le dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes, et le soir, à 20 h 45 :

Discussion du projet de loi relatif à la nationalité et modifiant le code civil (n° 328).

Jeudi 27 novembre 1997, le matin, à 9 heures, l'après-midi, à 15 heures, et le soir, à 20 h 45 :

Suite de l'ordre du jour de la veille.

Eventuellement,

Vendredi 28 novembre 1997, le matin, à 9 heures, l'après-midi, à 15 heures, et le soir, à 20 h 45 :

Suite de l'ordre du jour de la veille.